
**ALIMENTATION COUCHE-TARD ANNONCE LES
RÉSULTATS DE SON QUATRIÈME TRIMESTRE ET DE L'EXERCICE 2012 APRÈS AVOIR
COMPLÉTÉ LA PLUS GROSSE ACQUISITION DE SON HISTOIRE**

Exercice 2012

- Pour l'exercice 2012, le bénéfice net par action sur une base diluée ajusté des éléments non-récurrents est de 2,42 \$ US comparativement à 2,00 \$ US pour l'exercice 2011, une augmentation de 21,0 %.
- Subséquemment à la fin de l'exercice 2012, conclusion de l'acquisition de Statoil Fuel & Retail, représentant plus de 2 300 sites en Europe, principalement en Scandinavie.

Trimestre

- Pour le trimestre, le bénéfice net par action sur une base diluée est de 0,65 \$ US contre 0,35 \$ US l'an dernier. Une fois ajusté pour certains éléments non-récurrents, le bénéfice net par action sur une base diluée est de 0,57 \$ US, une augmentation de 63,8 %.
- Ventes de marchandises par magasin comparable en hausse de 3,4 % aux États-Unis et de 5,4 % au Canada. Aux États-Unis, en excluant les produits du tabac influencés par l'effet déflationniste occasionné par la stratégie de prix d'un manufacturier de cigarettes, la hausse est de 6,1 %.
- Marge brute consolidée sur les marchandises et services en hausse de 59,4 millions \$ US ou 12,6 %, s'établissant à 32,8 %.
- Aux États-Unis, volume de carburant par magasin comparable en progression de 0,2 % et volume total en hausse de 25,5 %.
- Au Canada, volume de carburant total en hausse de 14,0 % et en hausse de 0,1 % sur la base de volume de carburant par magasin comparable.
- La marge brute sur le carburant aux États-Unis s'est établie à 16,98 ¢ US par gallon comparativement à 14,06 ¢ US par gallon pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au Canada, la marge brute sur le carburant a été de 5,60 ¢ CA par litre comparativement à 5,01 ¢ CA par litre l'exercice précédent.
- Excluant les frais liés aux modes de paiements électroniques, les frais d'acquisition et le goodwill négatif enregistrés aux résultats, les frais d'exploitation en proportion des ventes de marchandises et services se sont améliorés de façon constante depuis les 13 derniers trimestres.

TSX : ATD.A, ATD.B

Laval (Québec), le 10 juillet 2012 – Pour son quatrième trimestre, Alimentation Couche-Tard inc. annonce un bénéfice net de 117,8 millions \$, en hausse de 53,3 millions \$ ou 82,6 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à l'accroissement de la contribution des ventes de marchandises et services, à la contribution des acquisitions, à des marges sur le carburant plus élevées, à la saine gestion par Couche-Tard de ses dépenses, à un gain de 17,0 millions \$ avant impôts sur des instruments financiers dérivés lié à l'acquisition de Statoil Fuel & Retail ainsi qu'au goodwill négatif de 5,6 millions \$, avant impôts, enregistré aux résultats au quatrième trimestre de l'exercice 2012. Ces

éléments d'accroissement du bénéfice net ont été contrebalancés, en partie, par la hausse des frais liés aux modes de paiement électroniques engendrée par un prix de vente moyen du carburant plus élevé, par l'accroissement de la dépense d'amortissement ainsi que par les frais d'acquisition non-récurrents enregistrés aux résultats en vertu des nouvelles normes IFRS. Les données financières sont exprimées en dollars américains (dollars US), sauf indication contraire.

« Les résultats du quatrième trimestre nous permettent de clore l'exercice financier 2012 sur une très bonne note » a affirmé Alain Bouchard, président et chef de la direction. « Plusieurs éléments positifs ont ponctué le dernier trimestre et laissent envisager de belles choses pour l'exercice 2013, en plus de pouvoir compter sur l'apport de notre nouveau réseau européen suite à l'importante acquisition de Statoil Fuel & Retail. Durant l'exercice 2013, comme à l'habitude, nos équipes nord-américaines, et maintenant européennes, se concentreront sur ce qu'ils font de mieux : la croissance et l'optimisation des opérations » a conclu monsieur Bouchard.

Pour sa part, Raymond Paré, vice-président et chef de la direction financière a indiqué : « En excluant les éléments non-récurrents, tant positifs que négatifs, le bénéfice net du quatrième trimestre a augmenté de 37,9 millions \$, soit 58,8 %, ce qui équivaut à une hausse de 0,22 \$ par action, ou 63,8 %. Bien sûr, la treizième semaine du quatrième trimestre de l'exercice 2012 a quelque peu contribué à l'accroissement du bénéfice net mais il n'en demeure pas moins que la hausse est appréciable et constante. Durant l'exercice 2012, comme pour les exercices précédents, plusieurs éléments ont contribué à la création de valeur dont la croissance organique, les acquisitions, le contrôle des dépenses, notre programme de rachat d'actions ainsi que notre gestion serrée du bilan, tous des éléments qui devraient appuyer la croissance des prochains exercices. Au niveau de l'apport des acquisitions, il faut se rappeler que la plupart des magasins acquis n'ont été intégrés à notre réseau qu'au cours des troisième et quatrième trimestres. L'apport des acquisitions effectuées durant l'exercice 2012 devrait donc se faire sentir de façon plus marquée durant l'exercice 2013 ».

Et M. Paré de continuer : « Pour ce qui est de l'acquisition de Statoil Fuel & Retail, nous envisageons une contribution positive à nos résultats et une création de valeur dès le départ ainsi que pour de nombreuses années à venir, mais il est évident que la transaction a contribué à faire augmenter notre niveau d'endettement. Notre position demeure très solide, considérant notre expérience passée, la qualité et la diversification géographique des flux de trésorerie générés par nos opérations. Durant l'exercice 2013 et les exercices suivants, nous allons favoriser une diminution rapide de notre niveau d'endettement afin de nous donner la latitude nécessaire pour pouvoir profiter des occasions qui se présenteront à nous. Dans la même veine, nous restons déterminés à conserver notre profil de crédit de qualité tout en maintenant le cap sur la croissance organique contrôlée et la croissance par acquisition ».

Faits marquants du quatrième trimestre de l'exercice 2012

Acquisition de Statoil Fuel & Retail ASA (« Statoil Fuel & Retail »)

Subséquent à la fin de l'exercice 2012, entre le 19 juin 2012 et le 29 juin 2012, Couche-Tard a acquis 98,9 % des actions émises et en circulation de Statoil Fuel & Retail (SFR/Oslo Børs) pour une contrepartie en espèces de 51,20 couronnes norvégiennes (« NOK ») par action, soit un total de 15,2 milliards NOK ou approximativement 2,6 milliards \$. Ayant atteint une participation supérieure à 90 %, en conformité avec les lois norvégiennes, le 29 juin 2012, Couche-Tard a entamé un processus d'acquisition forcée afin de racheter la participation des actionnaires minoritaires restants et s'assurer que Statoil Fuel & Retail devienne sa filiale en propriété exclusive.

Statoil Fuel & Retail est un important détaillant scandinave de carburant pour transport routier avec plus de 100 ans d'opérations dans la région. Statoil Fuel & Retail exploite un vaste réseau de vente au détail à travers la Scandinavie (Norvège, Suède, Danemark), la Pologne, les pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) et la Russie avec environ 2 300 magasins, la majorité offrant du carburant et des produits d'accommodation et certains étant automatisés (carburant seulement). Statoil Fuel & Retail

occupe une position de chef de file dans plusieurs des pays dans lesquels elle fait affaires et est propriétaire des terrains pour plus de 900 sites et des bâtisses pour plus de 1 700 sites.

Statoil Fuel & Retail offre aussi d'autres produits tels que de l'énergie stationnaire, du carburant pour le secteur maritime, du carburant pour l'aviation, des lubrifiants et des produits chimiques. En Europe, Statoil Fuel & Retail détient et exploite 12 terminaux clés de carburant et 38 dépôts de carburant dans huit pays tandis qu'elle y exploite aussi environ 400 camions citernes.

Au cours de son exercice terminé le 31 décembre 2011, Statoil Fuel & Retail a enregistré des ventes de 73 691 millions NOK et une marge brute de 10 035 millions NOK dont 5 103 millions NOK proviennent de la vente de carburant et 2 815 millions NOK de la vente de produits d'accommodation. Le BAIIA s'est chiffré à 3 037 millions NOK dont plus de 90% ont été générés par les opérations en Scandinavie, une région très solide au niveau économique. Le bénéfice de Statoil Fuel & Retail s'est chiffré à 1 080 millions NOK tandis que son actif totalisait 22 825 millions NOK au 31 décembre 2011. Durant cette même période, Statoil Fuel & Retail a vendu 8 416 millions de litres de carburant et a enregistré une marge brute de 0,606 NOK par litre.

En incluant les employés travaillant dans ses stations franchisées, environ 18 500 personnes travaillent dans le réseau de détail de Statoil Fuel & Retail à travers l'Europe, à son siège social, aux huit bureaux régionaux, à ses terminaux et à ses dépôts.

Plus d'informations sur Statoil Fuel & Retail est disponible sur leur site internet au www.statoilfuelretail.com.

Cette transaction a été financée à l'aide de la nouvelle facilité d'acquisition de Couche-Tard décrite ci-dessous.

Nouvelle convention de crédit pour le financement de l'acquisition de Statoil Fuel & Retail

Le 16 avril 2012, Couche-Tard a conclu une nouvelle convention de crédit de 3,2 milliards \$ consistant en une facilité de crédit non renouvelable non garantie d'acquisition (la « facilité d'acquisition ») d'une durée initiale de trois ans. La facilité d'acquisition est disponible exclusivement pour financer, directement ou indirectement, l'acquisition de Statoil Fuel & Retail et les coûts de transaction relatifs à la transaction ou pour rembourser tout endettement de Statoil Fuel & Retail et ses filiales. La facilité d'acquisition est disponible (i) en dollars canadiens sous la forme de prêts au taux préférentiel ou d'émission d'acceptations bancaires et (ii) en dollars US, sous la forme de prêts au taux de base américain ou au taux LIBOR. Les sommes empruntées en vertu de la facilité d'acquisition portent intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise de l'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux des acceptations bancaires, le taux de base bancaire américain ou le taux LIBOR plus une marge variable déterminé en fonction du niveau d'un des ratios de levier financier de Couche-Tard.

En vertu de cette nouvelle convention de crédit, Couche-Tard doit maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

Contrats de change à terme

Tel que décrit plus haut, l'acquisition de Statoil Fuel & Retail est libellée en NOK alors que la facilité d'acquisition de Couche-Tard est libellée en dollars US. La société a donc déterminé qu'il existait un risque lié à la variation du taux de change entre le dollar US et le NOK puisque l'affaiblissement hypothétique du dollar US contre le NOK aurait augmenté ses besoins de liquidités en dollars US afin de clore l'acquisition de Statoil Fuel & Retail. Afin d'atténuer ce risque et en raison d'un marché de change peu liquide pour le NOK, Couche-Tard a conclu avec des institutions financières reconnues des contrats de change à terme (ci-après, « contrats de change ») lui permettant ainsi de prédéterminer une portion importante du déboursé qu'elle prévoyait faire en dollars US pour l'acquisition de Statoil Fuel & Retail :

- Au 29 avril 2012, Couche-Tard avait des contrats de change l'engageant à livrer, à des dates diverses, 2,22 milliards \$ US en échange de 12,82 milliards NOK, soit un taux moyen pondéré de 5,7879 NOK pour un dollar US. À cette même date, le gain non-matérialisé sur ces contrats de change se chiffrait à 17,0 millions \$ et a été enregistré aux résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2012.
- Subséquemment à la fin de l'exercice 2012, Couche-Tard a conclu des contrats de change additionnels l'engageant à livrer, à des dates diverses, 1,25 milliard \$ US en échange de 7,32 milliards NOK, soit un taux moyen pondéré de 5,8530 NOK pour un dollar US.

Au total, Couche-Tard a donc conclu des contrats de change l'engageant à livrer 3,47 milliards \$ US en échange de 20,14 milliards NOK équivalant à un taux moyen pondéré de 5,8114 NOK pour un dollar US, soit un taux favorable par rapport au taux de 5,75 en vigueur au 18 avril 2012, date de l'annonce de son offre.

Subséquemment, Couche-Tard a modifié les dates d'échéance initiales de certains contrats de change afin de les faire coïncider avec les dates réelles de décaissement pour le paiement des actions de Statoil Fuel & Retail. Ainsi, entre le 15 juin et le 25 juin 2012, Couche-Tard a réglé une partie importante des contrats de change pour une valeur de 2 570,1 millions \$ afin de procéder au paiement des actions de Statoil Fuel & Retail tandis que le restant des NOK à sa disposition ainsi que les NOK qu'elle recevra suite au règlement des contrats de change qui n'ont pas encore été réglés serviront à l'achat des actions restantes et au refinancement d'une partie importante de la dette à long terme existante, libellée en NOK, de Statoil Fuel & Retail.

Selon les normes comptables, puisque Couche-Tard ne pouvait appliquer la comptabilité de couverture, l'investissement dans Statoil Fuel & Retail qu'elle portera à son bilan consolidé sera inscrit en dollars US selon le taux de change en vigueur aux dates de règlement de la transaction d'acquisition tandis que les variations de juste valeur des contrats de change seront portées aux résultats. Au niveau des flux de trésorerie, la somme de ces deux montants équivaut, à tout égard important, au montant que Couche-Tard aurait eu à déboursier en dollars US si la transaction avait eu lieu au 18 avril 2012, date de l'annonce de son offre ou plus spécifiquement au taux moyen de 5,8114 NOK qu'elle avait fixé par cette stratégie. L'impact sur l'encaisse est donc celui que Couche-Tard avait prédéterminé en fixant le taux à un niveau favorable par rapport à sa modélisation de l'acquisition ainsi que par rapport au taux au moment de l'annonce de son offre.

En date du 10 juillet 2012, en fonction des contrats de change qui ont été réglés et des taux de change prévalant au moment du règlement de ceux-ci, Couche-Tard évalue qu'une perte comptable d'approximativement 87,1 millions \$ sera enregistrée aux résultats de son prochain trimestre tandis que la perte comptable non-matérialisée sur les contrats de change qui n'ont pas été réglés se chiffrait à approximativement 28,7 millions \$ au 10 juillet 2012 et pourrait fluctuer en fonction des variations du taux de change jusqu'au moment de leur règlement.

Croissance du réseau

Entente de juin 2011 avec ExxonMobil

Le tableau suivant résume les progrès effectués dans le cadre de l'entente d'acquisition signée en juin 2011 avec ExxonMobil ainsi que les étapes qui doivent être complétées.

	Durant la période de 12 semaines terminée le 9 octobre 2011	Durant la période de 16 semaines terminée le 29 janvier 2012	Durant la période de 13 semaines terminée le 29 avril 2012	Magasins qui n'ont pas encore été intégrés
Magasins corporatifs	1	73 ⁽¹⁾	-	-
Sites opérés par des exploitants indépendants (terrain loué par la société et bâtisse détenue par la société)	-	83 ⁽²⁾	-	-
Sites opérés par des exploitants indépendants (immobilier détenu par la société)	-	-	8	126 ⁽³⁾
Contrats d'approvisionnement en carburant	63 ⁽⁴⁾	-	13 ⁽⁵⁾	18 ⁽⁵⁾

(1) Deux de ces sites étaient exploités par des exploitants indépendants au moment de l'entente originale.

(2) Deux des 85 sites prévus à l'entente originale ont été convertis en magasins corporatifs par ExxonMobil préalablement à leur transfert à Couche-Tard.

(3) Conditionnel à l'obligation de ExxonMobil de faire une offre « *bona fide* » aux exploitants indépendants. Advenant l'acceptation de l'offre par les exploitants indépendants, seuls les contrats d'approvisionnement en carburant seraient transférés.

(4) Deux des contrats d'approvisionnement en carburant prévus à l'entente originale n'ont pas été renouvelés par les exploitants indépendants.

(5) Pour ces sites, les exploitants indépendants ont accepté l'offre « *bona fide* » que ExxonMobil leur a soumise. Donc, seuls les contrats d'approvisionnement en carburant de ces sites ont été (seront) transférés à Couche-Tard.

Transactions complétées

En avril 2012, Couche-Tard a acquis auprès de Dead River Company, 17 magasins corporatifs opérant dans l'état du Maine, aux États-Unis. Deux restaurants à service rapide ont aussi été transférés à la société. Couche-Tard est propriétaire du terrain et des immeubles de 16 sites et loue ces actifs pour les trois autres sites.

De plus, au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2012, Couche-Tard a fait l'acquisition de quatre autres magasins corporatifs par l'entremise de transactions distinctes pour un total de 18 depuis le début de l'exercice 2012.

En mai 2012, subséquemment à la fin de l'exercice 2012, Couche-Tard a acquis auprès de Signature Austin Stores, 20 magasins corporatifs opérant dans l'état du Texas, aux États-Unis. La société loue l'immobilier pour tous les sites.

Ces acquisitions ont été effectuées en utilisant la trésorerie ainsi que les facilités de crédit disponibles.

Construction de magasins

Couche-Tard a complété la construction de 12 nouveaux magasins au cours de la période de 13 semaines terminée le 29 avril 2012 pour un cumulatif de 28 magasins depuis le début de l'exercice 2012.

Évolution du réseau de magasins

Le tableau suivant présente certaines informations concernant le mouvement des magasins du réseau de Couche-Tard au cours des périodes de 13 et 53 semaines terminées le 29 avril 2012 ⁽¹⁾ :

	Période de 13 semaines terminée le 29 avril 2012			Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012		
	Magasins corporatifs ⁽²⁾	Magasins affiliés ⁽³⁾	Total	Magasins corporatifs ⁽²⁾	Magasins affiliés ⁽³⁾	Total
Nombre de magasins au début de la période	4 522	1 295	5 817	4 401	1 394	5 795
Acquisitions	21	-	21	200	-	200
Ouvertures / constructions / ajouts	14	30	44	37	64	101
Fermetures / dispositions / retraits	(19)	(60)	(79)	(100)	(193)	(293)
Conversion en magasin corporatif	1	(1)	-	1	(1)	-
Nombre de magasins à la fin de la période	4 539	1 264	5 803	4 539	1 264	5 803
Magasins dont l'immobilier est contrôlé par Couche-Tard mais qui sont opérés par des exploitants indépendants et auxquels Couche-Tard fournit du carburant en vertu de contrats d'approvisionnement						161
Magasins auxquels Couche-Tard fournit du carburant en vertu de contrats d'approvisionnement						189
Magasins licenciés à l'international						3 990
Nombre total de magasins faisant partie du réseau de Couche-Tard						10 143

(1) Ces chiffres incluent 50% des magasins opérés par l'entremise de RDK.

(2) Magasins opérés par Couche-Tard sous une de ses bannières principales (Couche-Tard, Mac's, Circle K).

(3) Magasins opérés par un exploitant indépendant en vertu d'un contrat de franchisage ou similaire sous une des bannières principales ou secondaires de Couche-Tard.

Programmes de rachat d'actions

Couche-tard avait un programme de rachat d'actions qui lui permettait de racheter un maximum de 2 685 335 actions à vote multiple catégorie A et un maximum de 11 621 801 actions à droit de vote subalterne catégorie B. Ce programme est venu à échéance le 24 octobre 2011. Le 25 octobre 2011, la société a implanté un nouveau programme de rachat d'actions lui permettant de racheter un maximum de 2 684 420 actions à vote multiple catégorie A et un maximum de 11 126 400 actions à droit de vote subalterne catégorie B. La période de rachat se terminera au plus tard le 24 octobre 2012. Toutes les actions rachetées en vertu de ces programmes de rachat d'actions sont annulées dès leur rachat. Le tableau suivant résume les rachats d'action effectués en vertu de ces deux programmes.

	Période de 13 semaines terminée le 29 avril 2012		Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012	
	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action
Actions à vote multiple catégorie A	-	-	3 700	29,72 \$ CA
Actions à droit de vote subalterne catégorie B	-	-	6 969 200	29,29 \$ CA

Dividendes

Lors de sa réunion du 10 juillet 2012, le conseil d'administration de la société a déclaré et approuvé le paiement d'un dividende trimestriel de 0,075 \$ CA par action aux actionnaires inscrits au 19 juillet 2012 pour le quatrième trimestre de l'exercice 2012, payable le 2 août 2012. Il s'agit d'un dividende déterminé au sens de la *Loi de l'Impôt sur le Revenu* du Canada.

Données sur le taux de change

La société présente ses informations en dollars américains, ce qui procure une information plus pertinente, compte tenu de la prédominance de ses opérations aux États-Unis et de sa dette libellée en grande partie en dollars américains.

Le tableau suivant présente les renseignements sur les taux de change en fonction des taux de clôture de la Banque du Canada, indiqués en dollars américains par tranche de 1,00 \$ CA :

	Période de 13 semaines terminée le	Période de 12 semaines terminée le	Périodes de 53 semaines terminée le	Périodes de 52 semaines terminée le
	29 avril 2012	24 avril 2011	29 avril 2012	24 avril 2011
Moyenne pour la période ⁽¹⁾	1,0053	1,0240	1,0051	0,9861
Fin de la période	1,0194	1,0485	1,0194	1,0485

⁽¹⁾ Calculée en prenant la moyenne des taux de change à la clôture de chaque jour de la période indiquée.

Puisque la société utilise le dollar américain comme monnaie de présentation dans ses états financiers consolidés et dans le présent communiqué, sauf indication contraire, les résultats des opérations canadiennes et corporatives sont convertis en dollars américains au taux moyen de la période. Les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien traités dans le présent communiqué sont donc liés à la conversion en dollars américains des résultats des opérations canadiennes et corporatives et n'ont pas d'impact économiques réels sur la performance de Couche-Tard puisque la plupart de ses revenus et de ses charges consolidés sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité des résultats de la société à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

Informations financières consolidées choisies

Le tableau suivant présente certaines informations concernant les opérations de Couche-Tard pour les périodes de 13 et 53 semaines terminées le 29 avril 2012 et pour les périodes de 12 et 52 semaines terminées le 24 avril 2011:

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	Période de 13 semaines terminée le	Période de 12 semaines terminée le	Variation %	Période de 53 semaines terminée le	Période de 52 semaines terminée le	Variation %
	29 avril 2012	24 avril 2011		29 avril 2012	24 avril 2011	
Données sur les résultats d'exploitation :						
Ventes de marchandises et services ⁽¹⁾ :						
États-Unis	1 109,7	955,1	16,2	4 408,0	4 133,6	6,6
Canada	505,6	447,7	12,9	2 190,9	2 049,9	6,9
Total des ventes de marchandises et services	1 615,3	1 402,8	15,1	6 598,9	6 183,5	6,7
Ventes de carburant :						
États-Unis	3 772,1	2 779,7	35,7	13 673,8	10 218,7	33,8
Canada	675,8	554,5	21,9	2 724,8	2 148,2	26,8
Total des ventes de carburant	4 447,9	3 334,2	33,4	16 398,6	12 366,9	32,6
Total des ventes	6 063,2	4 737,0	28,0	22 997,5	18 550,4	24,0
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾ :						
États-Unis	363,9	320,3	13,6	1 452,6	1 369,8	6,0
Canada	166,4	150,6	10,5	729,8	702,9	3,8
Marge brute totale sur les marchandises et services	530,3	470,9	12,6	2 182,4	2 072,7	5,3
Marge brute sur le carburant :						
États-Unis	164,8	113,3	45,5	637,9	537,3	18,7
Canada	36,5	29,2	25,0	148,8	135,7	9,7
Marge brute totale sur le carburant	201,3	142,5	41,3	786,7	673,0	16,9
Marge brute totale	731,6	613,4	19,3	2 969,1	2 745,7	8,1
Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux	532,0	479,7	10,9	2 151,7	2 028,9	6,1
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	62,2	50,9	22,2	239,8	213,7	12,2
Bénéfice d'exploitation	137,4	82,8	65,9	577,6	503,1	14,8
Bénéfice net	117,8	64,5	82,6	457,6	369,2	23,9
Autres données d'exploitation :						
Marge brute sur les marchandises et services ⁽¹⁾ :						
Consolidée	32,8 %	33,6 %	(0,8)	33,1 %	33,5 %	(0,4)
États-Unis	32,8 %	33,5 %	(0,7)	33,0 %	33,1 %	(0,1)
Canada	32,9 %	33,6 %	(0,7)	33,3 %	34,3 %	(1,0)
Croissance des ventes de marchandises par magasin comparable ⁽²⁾⁽³⁾⁽⁴⁾ :						
États-Unis	3,4 %	3,6 %		2,7 %	4,2 %	
Canada	5,4 %	(2,1 %)		2,8 %	1,8 %	
Marge brute sur le carburant ⁽⁵⁾ :						
États-Unis (cents par gallon)	16,98	14,06	20,8	16,99	15,54	9,3
Canada (cents CA par litre)	5,60	5,01	11,8	5,45	5,38	1,3
Volume de carburant vendu ⁽⁶⁾ :						
États-Unis (millions de gallons)	1 019,6	812,6	25,5	3 896,2	3 517,7	10,8
Canada (millions de litres)	648,4	568,6	14,0	2 713,5	2 565,4	5,8
Croissance (diminution) du volume de carburant par magasin comparable ⁽³⁾⁽⁴⁾ :						
États-Unis	0,2 %	0,3 %		0,1 %	0,7 %	
Canada	0,1 %	1,8 %		(0,9 %)	3,9 %	
Données par action :						
Bénéfice net de base par action (dollars par action)	0,66	0,35	88,6	2,54	2,00	27,0
Bénéfice net dilué par action (dollars par action)	0,65	0,35	85,7	2,49	1,96	27,0
				29 avril 2012	24 avril 2011	Variation \$
Situation financière :						
Actif total				4 453,2	3 926,2	527,0
Dettes portant intérêts				665,2	501,5	163,7
Capitaux propres				2 174,6	1 979,4	195,2
Ratios d'endettement :						
Dettes nettes à intérêts / capitalisation totale ⁽⁶⁾				0,14 : 1	0,09 : 1	
Dettes nettes à intérêts / BAIIA ⁽⁷⁾				0,43 : 1	0,26 : 1	
Dettes nettes à intérêts ajustées / BAIILAL ⁽⁸⁾				2,10 : 1	2,09 : 1	
Rentabilité :						
Rendement des capitaux propres ⁽⁹⁾				22,0 %	20,3 %	
Rendement des capitaux employés ⁽¹⁰⁾				19,0 %	18,1 %	

(1) Comprend les autres revenus tirés des redevances de franchisage, des royautés et des remises sur certains achats effectués par les franchisés et les affiliés.

(2) Ne comprend pas les services et autres revenus (décrits à la note 1 ci-dessus). La croissance au Canada est calculée en dollars canadiens.

(3) Pour les magasins corporatifs seulement.

(4) Sur une base comparable de 12 et 52 semaines.

(5) Comprend les volumes des franchises et des agents à commissions ainsi que le volume de carburant vendu à des opérateurs indépendants en vertu de contrats d'approvisionnement.

(6) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : la dette à long terme portant intérêts, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par l'addition de l'avoir des actionnaires et de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

(7) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : la dette à long terme portant intérêts, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par le BAIIA (Bénéfice Avant Impôts, Intérêts et Amortissement). Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

(8) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la santé financière surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : la dette à long terme portant intérêts plus la dépense de loyer multipliée par huit, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires, divisée par le BAIILAL (Bénéfice Avant Impôts, Intérêts, Amortissement et dépense de Loyer). Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

(9) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : le bénéfice net divisé par l'avoir des actionnaires moyen. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

(10) Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : le bénéfice avant impôt et intérêts divisé par les capitaux employés moyens. Les capitaux employés représentent l'actif total moins le passif à court terme ne portant pas intérêts. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres compagnies publiques.

Résultats d'exploitation

Le **chiffre d'affaires** a atteint 6,1 milliards \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice 2012, en hausse de 1,3 milliard \$, soit une augmentation de 28,0 %, principalement attribuable aux acquisitions, à l'augmentation des ventes de carburant liée au prix de vente moyen à la pompe plus élevé, à la croissance des ventes de marchandises et services par magasin comparable aux États-Unis et au Canada ainsi qu'à l'impact de la treizième semaine du quatrième trimestre de l'exercice 2012. Ces éléments de croissance du chiffre d'affaires ont été contrebalancés, en partie, par l'impact d'un dollar canadien plus faible.

En ce qui a trait à l'exercice 2012, le chiffre d'affaires de la société a atteint 23,0 milliards \$, en hausse de 4,4 milliards \$, soit une augmentation de 24,0 %, pour des raisons similaires à celles citées pour le quatrième trimestre.

Plus spécifiquement, la croissance des **ventes de marchandises et services** du quatrième trimestre de l'exercice 2012 a été de 212,5 millions \$ ou 15,1 % dont approximativement 42,0 millions \$ ont été générés par les acquisitions. Du côté de la croissance interne, sur une base comparable de 12 semaines, les ventes de marchandises par magasin comparable aux États-Unis ont augmenté de 3,4 % tandis qu'au Canada, elles ont augmenté de 5,4 %. Tant du côté du marché canadien que du marché américain, la variation des ventes de marchandises par magasin comparable est attribuable aux stratégies de mise en marché de Couche-Tard, à la réalité économique de chacun de ses marchés ainsi qu'aux investissements que la société a effectués pour améliorer l'offre de produits et le service dans ses magasins. Aux États-Unis, un manufacturier de cigarettes a modifié ses conditions d'approvisionnement et sa structure de prix au début du premier trimestre de l'exercice 2012 en encourageant les marchands à diminuer ou maintenir des prix unitaires bas sur certains de ses produits, ce qui a eu comme impact de mettre une pression déflationniste sur les ventes de cigarettes de la société. Ainsi, Couche-Tard calcule que sans les produits du tabac, ses ventes de marchandises par magasin comparable ont augmenté de 6,1 % aux États-Unis sur une base équivalente de 12 semaines. En ce qui a trait au dollar canadien plus faible, il a eu un impact défavorable d'approximativement 8,0 millions \$ sur les ventes de marchandises et services du quatrième trimestre de l'exercice 2012.

Pour ce qui est de l'exercice 2012, la croissance des ventes de marchandises et services a été de 415,4 millions \$ ou 6,7 % pour des raisons similaires à celles citées pour le quatrième trimestre dont l'augmentation des ventes de marchandises par magasin comparable de 2,7 % aux États-Unis et 2,8 % au Canada, sur une base comparable de 52 semaines. Sans les produits du tabac, les ventes de marchandises par magasin comparable ont augmenté de 5,3 % aux États-Unis sur une base équivalente de 52 semaines. Le dollar canadien plus fort, a eu un impact favorable d'approximativement 40,0 millions \$ sur les ventes de marchandises et services de l'exercice 2012.

Les **ventes de carburant** ont affiché une augmentation de 1,1 milliard \$ ou 33,4 % pour le quatrième trimestre de l'exercice 2012, dont approximativement 527,0 millions \$ sont attribuables aux acquisitions. L'économie encore vacillante ainsi que les prix à la pompe plus élevés ont continué de mettre de la pression sur la consommation de carburant, ce qui peut expliquer la faible croissance du volume de carburant par magasin comparable au Canada et aux États-Unis, qui s'est chiffrée à 0,1 % et 0,2 %, respectivement, sur une base comparable de 12 semaines.

Le prix de vente moyen plus élevé du carburant a quant à lui engendré une augmentation des ventes d'approximativement 276,0 millions \$, tel que le démontre le tableau suivant en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 24 avril 2011 :

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012					
États-Unis (dollars US par gallon)	3,67	3,50	3,32	3,74	3,54
Canada (cents CA par litre)	114,08	112,90	109,88	117,05	113,27
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011					
États-Unis (dollars US par gallon)	2,72	2,67	2,89	3,44	2,92
Canada (cents CA par litre)	91,46	90,47	97,76	108,53	96,91

Pour ce qui est du dollar canadien plus faible, celui-ci a eu un impact défavorable d'approximativement 10,0 millions \$ sur les ventes de carburant du quatrième de l'exercice 2012.

Pour l'exercice 2012, les ventes de carburant ont affiché une augmentation de 4,0 milliards \$ ou 32,6 %, dont approximativement 1,1 milliard \$ sont attribuables aux acquisitions. Pour ce qui est du volume de carburant par magasin comparable, sur une base équivalente de 52 semaines, il est demeuré inchangé aux États-Unis tandis qu'il a diminué de 0,9 % au Canada. Le prix de vente moyen plus élevé du carburant a quant à lui engendré une augmentation des ventes d'approximativement 2,4 milliards \$.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2012, la **marge brute consolidée sur les marchandises et services** a augmenté de 59,4 millions \$, soit 12,6 %, s'établissant à 32,8 %, une diminution de 0,8 % par rapport au trimestre comparable de l'exercice 2011. Aux États-Unis, la marge est en baisse de 0,7 %, se chiffrant à 32,8 % tandis qu'au Canada elle s'est chiffrée à 32,9 %, en baisse de 0,7 %. Cette performance reflète les changements au mix-produits, les améliorations que Couche-Tard a apportées à ses conditions d'approvisionnement ainsi que la stratégie de mise en marché de la société adaptée à son environnement compétitif et à la réalité économique de chacun de ses marchés. Plus précisément, ces diminutions de marge reflètent des promotions plus agressives dans certaines catégories afin de protéger l'achalandage de ses magasins ainsi que l'augmentation du coût de certains produits que Couche-Tard a absorbé sans la passer aux consommateurs. Par contre, en dollars absolus, la hausse des ventes de marchandises par magasin comparable a plus que compensé la diminution de la marge en pourcentage sur ces produits, les stratégies de Couche-Tard ayant donc eu les résultats escomptés.

Pour l'exercice 2012, la marge brute consolidée sur les marchandises et services a augmenté de 109,7 millions \$, soit 5,3 %, s'établissant à 33,1 %, une diminution de 0,4 % par rapport à l'exercice 2011. Aux États-Unis, la marge est en baisse de seulement 0,1 %, se chiffrant à 33,0 % tandis qu'au Canada elle s'est chiffrée à 33,3 %, en baisse de 1,0 %.

Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2012, la **marge brute sur le carburant** des magasins corporatifs de Couche-Tard aux États-Unis affiche une hausse de 2,92 ¢ par gallon, passant de 14,06 ¢ par gallon l'an dernier à 16,98 ¢ par gallon cette année. Au Canada, la marge brute est aussi en hausse, atteignant 5,60 ¢ CA par litre comparativement à 5,01 ¢ CA par litre au quatrième trimestre de l'exercice 2011. Le tableau suivant fournit certaines informations relatives aux marges brutes sur le carburant dégagées par les sites corporatifs de Couche-Tard aux États-Unis et à l'impact des frais liés aux modes de paiements électroniques pour les huit derniers trimestres en débutant par le premier trimestre de l'exercice terminé le 24 avril 2011 :

(en cents US par gallon)

Trimestre	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e	Moyenne pondérée
Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiements électroniques	19,95	17,04	14,84	16,98	16,99
Frais liés aux modes de paiements électroniques	5,29	5,20	4,74	5,06	5,04
Déduction faite des frais liés aux modes de paiements électroniques	14,66	11,84	10,10	11,92	11,95
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011					
Avant déduction des frais liés aux modes de paiements électroniques	18,83	16,84	13,12	14,06	15,54
Frais liés aux modes de paiements électroniques	4,15	4,16	4,36	4,93	4,40
Déduction faite des frais liés aux modes de paiements électroniques	14,68	12,68	8,76	9,13	11,14

Pour l'exercice 2012, la marge brute sur le carburant des magasins corporatifs de Couche-Tard aux États-Unis affiche une hausse de 1,45 ¢ par gallon, passant de 15,54 ¢ par gallon au cours de l'exercice 2011 à 16,99 ¢ par gallon au cours de l'exercice 2012. Toutefois, en considérant les frais liés aux modes de paiements électroniques, la marge nette par gallon n'a augmenté que de 0,81 ¢ par gallon. Au Canada, la marge brute est en légère hausse, atteignant 5,45 ¢ CA par litre comparativement à 5,38 ¢ CA par litre durant l'exercice 2011.

Pour le quatrième trimestre et l'exercice 2012, les **frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux** sont en hausse de 10,9 % et de 6,1 % respectivement comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2011 et à l'exercice 2011 mais sont en hausse de seulement 5,9 % et 1,9 % respectivement, si l'on exclut certains éléments, tel que présenté dans le tableau suivant :

	Période de 13 semaines terminée le 29 avril 2012	Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012
Variation totale, telle que publiée	10,9 %	6,1 %
Soustraire:		
Augmentation provenant des dépenses additionnelles des magasins acquis	4,5 %	2,1 %
Augmentation générée par la hausse des frais liés aux modes de paiements électroniques	1,8 %	2,0 %
Goodwill négatif enregistré aux résultats de l'exercice 2012	(1,2 %)	(0,3 %)
(Diminution) augmentation générée par le dollar canadien plus (faible) fort	(0,6 %)	0,6 %
Frais d'acquisition enregistrés aux résultats de l'exercice 2012	0,5 %	0,3 %
Frais d'acquisition enregistrés aux résultats de l'exercice 2011	-	(0,5 %)
Variation restante, incluant la semaine additionnelle du quatrième trimestre et de l'exercice 2012	5,9 %	1,9 %

La hausse des frais liés aux modes de paiements électroniques provient principalement du prix de vente moyen du carburant plus élevé. La variation restante est principalement attribuable à l'impact de la semaine supplémentaire du quatrième trimestre et de l'exercice 2012 et, dans une moindre mesure, aux dépenses supplémentaires nécessaires afin de soutenir la progression des ventes de marchandises par magasin comparable ainsi qu'à l'augmentation normale des coûts liée à l'inflation.

De plus, en proportion des ventes de marchandises et services, et en excluant les frais liés aux modes de paiements électroniques et les frais d'acquisition pour les deux périodes comparables ainsi que le goodwill négatif enregistré aux résultats de l'exercice 2012, les frais ont représenté 29,1 % des ventes au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2012 (28,8 % pour l'exercice 2012) contre 30,5 % au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2011 (29,4 % pour l'exercice 2011). Cet indicateur est en constante amélioration depuis les 13 derniers trimestres. Cette performance reflète la recherche constante de Couche-Tard de moyens d'améliorer son efficacité tout en prenant bien soin de maintenir la qualité du service qu'elle offre à ses clients.

Au quatrième trimestre de l'exercice 2012, le **BAlIA** a augmenté de 48,9 % comparativement à la période comparable de l'exercice précédent, pour atteindre 203,0 millions \$. Les acquisitions ont contribué au BAlIA pour un montant de 13,6 millions \$, déduction faite des frais d'acquisition enregistrés aux résultats tandis que la variation du taux de change a eu un impact négatif d'approximativement 1,0 million \$. Pour ce qui est de l'exercice 2012, le BAlIA a augmenté de 14,4 % comparativement à l'exercice 2011, pour atteindre 839,0 millions \$. Les acquisitions ont contribué au BAlIA pour un montant de 26,0 millions \$, déduction faite des frais d'acquisition enregistrés aux résultats tandis que la variation du taux de change a eu un impact positif de 4,5 millions \$.

Il est à noter que le BAlIA ne constitue pas une mesure de performance reconnue selon les IFRS, mais Couche-Tard l'utilise, ainsi que les investisseurs et les analystes, afin d'évaluer la performance de l'entreprise en matière de finance et d'exploitation. Notons que la méthode de calcul de Couche-Tard peut différer de celle utilisée par d'autres sociétés publiques :

(en millions de dollars américains)	Période de 13 semaines terminée le 29 avril 2012	Période de 12 semaines terminée le 24 avril 2011	Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012	Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011
Bénéfice net, tel que publié	117,8	64,5	457,6	369,2
Rajouter :				
Impôts sur les bénéfices	36,5	18,3	146,3	121,2
(Revenus) frais de financement nets	(13,5)	2,6	(4,7)	29,6
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	62,2	50,9	239,8	213,7
BAlIA	203,0	136,3	839,0	733,7

Pour le quatrième trimestre et l'exercice 2012, la **dépense d'amortissement** a augmenté en raison des investissements effectués par le biais des acquisitions, du remplacement d'équipements, de l'ajout de magasins et de l'amélioration continue du réseau de Couche-Tard. Depuis le deuxième

trimestre de l'exercice 2012, la dépense d'amortissement comprend notamment l'amortissement des actifs intangibles que représentent les contrats d'approvisionnement en carburant acquis de ExxonMobil.

Pour le quatrième trimestre et l'exercice 2012, Couche-Tard a enregistré des **revenus de financement nets** de 13,5 millions \$ et 4,7 millions \$ respectivement comparativement à des frais de financement nets de 2,6 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2011 et 29,6 millions \$ pour l'exercice 2011. Abstraction faite du gain de 17,0 millions \$ enregistré sur des contrats de change, le quatrième trimestre de l'exercice 2012 affiche des frais de financement nets de 3,5 millions \$, une augmentation de 0,9 million \$ comparativement au quatrième trimestre de l'exercice 2011. En excluant ce même gain, l'exercice 2012 affiche des frais de financement nets de 12,3 millions \$, une diminution de 17,3 millions \$ comparativement à l'exercice 2011, principalement en raison du remboursement anticipé, par Couche-Tard, de sa dette subordonnée non garantie de 350,0 millions \$ durant le troisième trimestre de l'exercice 2011, ce qui a contribué à diminuer le taux d'intérêt moyen sur ses dettes. De plus, dans le cadre du remboursement anticipé de la dette subordonnée non garantie, la société avait enregistré une charge non-récurrente de 3,0 millions \$ aux résultats de l'exercice 2011. La diminution des frais financiers liée au taux d'intérêt plus bas a été contrebalancée, en partie, par la hausse liée au léger accroissement des emprunts moyens de Couche-tard attribuable aux sommes déboursées pour les rachats d'actions et pour les acquisitions.

Le **taux d'impôt** du quatrième trimestre de l'exercice 2012 est de 23,7 % comparativement à un taux de 22,1 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour ce qui est de l'exercice 2012, le taux est de 24,2 % comparativement à un taux de 24,7 % pour l'exercice 2011.

Couche-Tard a clôturé le quatrième trimestre de l'exercice 2012 avec un **bénéfice net** de 117,8 millions \$, comparativement à 64,5 millions \$ l'exercice précédent, en hausse de 53,3 millions \$, soit 82,6 %. Le bénéfice par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 0,65 \$ contre 0,35 \$ l'an dernier, une augmentation de 85,7 %. La variation du taux de change n'a pas eu d'impact significatif sur le bénéfice net du quatrième trimestre de l'exercice 2012.

En excluant des résultats du quatrième trimestre de l'exercice 2012 les gains non-récurrents sur des contrats de change, les frais d'acquisition ainsi que le goodwill négatif, le bénéfice net aurait été d'approximativement 102,4 millions \$ (0,57 \$ par action sur une base diluée), une augmentation de 37,9 millions \$, soit 58,8 %.

Pour ce qui est de l'exercice 2012, le bénéfice net est de 457,6 millions \$, comparativement à 369,2 millions \$ l'exercice précédent, en hausse de 88,4 millions \$, soit 23,9 %. Le bénéfice par action sur une base diluée s'est quant à lui chiffré à 2,49 \$ contre 1,96 \$ l'an dernier, une augmentation de 27,0 %. La variation du taux de change n'a pas eu d'impact significatif sur le bénéfice net de l'exercice 2012.

En excluant des résultats de l'exercice 2012 les gains non-récurrents sur des contrats de change, les frais d'acquisition ainsi que le goodwill négatif et en excluant les frais d'acquisition des résultats de l'exercice 2011, le bénéfice net de l'exercice 2012 aurait été d'approximativement 444,7 millions \$ (2,42 \$ par action sur une base diluée) comparativement à 377,1 millions \$ (2,00 \$ par action sur une base diluée) pour l'exercice 2011, une augmentation de 67,6 millions \$, soit 17,9 %.

Situation de trésorerie et ressources en capital

Nonobstant la signature d'une nouvelle convention de crédit et les réductions apportées aux conventions de crédit préexistantes de Couche-Tard ainsi que la signature de la facilité d'acquisition décrite plus haut, les sources de liquidités de la société demeurent inchangées par rapport à l'exercice terminé le 24 avril 2011. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter son rapport annuel 2011.

Pour ce qui est des dépenses en immobilisations, des acquisitions, des dividendes versés et des rachats d'actions réalisés par Couche-Tard au cours de l'exercice 2012, ils ont été financés à même sa trésorerie disponible. La société prévoit que ses rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation, ses emprunts disponibles en vertu des facilités de crédit renouvelables non garanties ainsi que sa facilité d'acquisition couvriront ses besoins de liquidités dans un avenir prévisible.

En date du 29 avril 2012, les facilités de crédit de Couche-Tard étaient utilisées à hauteur de 649,3 millions \$ (576,0 millions \$ pour la portion en dollars US et 73,3 millions \$ pour la portion en dollars canadien). À cette même date, le taux d'intérêt moyen pondéré effectif était de 0,82 % pour la portion en dollars US et de 1,95 % pour la portion en dollars canadiens. De plus, des lettres de garantie de 1,5 million \$ CA et de 28,5 millions \$ étaient en circulation en date du 29 avril 2012.

Au 29 avril 2012, en excluant la facilité d'acquisition, 840,7 millions \$ étaient disponibles en vertu de ces facilités de crédit et, à cette même date, Couche-Tard était en conformité avec les clauses restrictives et les ratios imposés par les conventions de crédit. À pareille date, la société avait donc accès à plus de 1,1 milliard \$ en vertu de son encaisse et de ses facilités de crédit disponibles.

Données choisies sur les flux de trésorerie consolidés

(en millions de dollars US)	Période de 13	Période de	Période de		Période de	
	semaines	12 semaines	53 semaines	52 semaines	53 semaines	52 semaines
	terminée le	terminée le	terminée le	terminée le	terminée le	terminée le
	29 avril 2012	24 avril 2011	Variation	29 avril 2012	24 avril 2011	Variation
Activités d'exploitation	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Fonds autogénérés	194,0	134,9	59,1	691,3	601,5	89,8
Autres	64,9	94,2	(29,3)	72,5	6,8	65,7
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	258,9	229,1	29,8	763,8	608,3	155,5
Activités d'investissement						
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'autres actifs, déduction faite des produits de cessions d'immobilisations et d'autres actifs	(114,0)	(76,6)	(37,4)	(288,8)	(198,1)	(90,7)
Acquisitions d'entreprises	(30,0)	(3,5)	(26,5)	(380,3)	(37,8)	(342,5)
Liquidités soumises à restrictions	-	-	-	(22,7)	-	(22,7)
Produits tirés de transactions de cession-bail	-	-	-	-	5,1	(5,1)
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	(144,0)	(80,1)	(63,9)	(691,8)	(230,8)	(461,0)
Activités de financement						
Dividendes	(13,5)	(9,4)	(4,1)	(49,8)	(32,8)	(17,0)
(Diminution) augmentation nette des emprunts	(1,4)	(2,2)	0,8	157,1	132,7	24,4
Rachat d'actions	-	(8,9)	8,9	(201,1)	(69,1)	(132,0)
Émission d'actions	-	1,4	(1,4)	19,2	11,4	7,8
Remboursement anticipé de la dette subordonnée non garantie	-	-	-	-	(332,6)	332,6
Sorties de fonds nettes liées aux activités de financement	(14,9)	(19,1)	4,2	(74,6)	(290,4)	215,8
Cote de crédit corporative						
Standard and Poor's	BBB-	BBB-		BBB-	BBB-	

Activités d'exploitation

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2012, l'exploitation des magasins de Couche-Tard a généré des rentrées de fonds nettes de 258,9 millions \$, une augmentation de 29,8 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2011, principalement en raison du bénéfice net plus élevé et de la variation des éléments du fonds de roulement plus avantageuse. Au cours de l'exercice 2012, l'exploitation des magasins de Couche-Tard a généré des rentrées de fonds nettes de 763,8 millions \$, une augmentation de 155,5 millions \$ par rapport à l'exercice 2011 pour des raisons similaires à celles fournies pour le quatrième trimestre.

Activités d'investissement

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2012, les activités d'investissement sont principalement reliées à l'acquisition de 21 magasins corporatifs, de huit sites opérés pas des exploitants indépendants (incluant les contrats d'approvisionnement en carburant afférents) et des contrats d'approvisionnement en carburant de 13 magasins, pour un montant total de 30,0 millions \$, ainsi qu'aux dépenses nettes en immobilisations et autres actifs pour un montant de 114,0 millions \$.

Depuis le début de l'exercice 2012, Couche-Tard a acquis 191¹ magasins corporatifs, 91¹ sites opérés pas des exploitants indépendants (incluant les contrats d'approvisionnement en carburant afférents) et les contrats d'approvisionnement en carburant de 76 magasins, pour un montant total de 380,3 millions \$ tandis qu'elle a déboursé un total de 288,8 millions \$ pour les dépenses nettes en immobilisations et autres actifs. Les dépenses en immobilisations de Couche-Tard ont principalement résulté du remplacement d'équipements dans certains magasins afin d'améliorer l'offre de produits et services, de l'ajout de nouveaux magasins ainsi que de l'amélioration continue de son réseau. Couche-Tard a aussi effectué un dépôt en fidéicommiss de 22,7 millions \$ en vue d'acquisitions futures.

Activités de financement

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2012, la diminution des emprunts s'est chiffrée à 1,4 million \$ tandis que Couche-Tard a déboursé 13,5 millions \$ pour le paiement de dividendes.

Pour ce qui est de l'exercice 2012, l'augmentation des emprunts s'est chiffrée à 157,1 millions \$ tandis que Couche-Tard a déboursé 201,1 millions \$ en vertu de son programme de rachat d'actions et 49,8 millions \$ pour le paiement de dividendes. La société a aussi encaissé 19,2 millions \$ suite à l'émission d'actions résultant de la levée des options d'achat d'actions.

Situation financière au 29 avril 2012

Tel que le démontrent ses ratios d'endettement inclus à la section « Informations financières consolidées choisies » ainsi que ses rentrées de fonds nettes liées à aux activités d'exploitation, Couche-Tard dispose d'une excellente santé financière.

L'actif consolidé de Couche-Tard totalisait 4,5 milliards \$ au 29 avril 2012, une augmentation de 527,0 millions \$ par rapport au solde en date du 24 avril 2011. Cette augmentation découle principalement de la hausse généralisée des actifs attribuable aux acquisitions effectuées au cours de l'exercice 2012, contrebalancée, en partie, par l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain en date du bilan.

Durant l'exercice 2012, Couche-tard a enregistré un rendement des capitaux employés de 19,0 %².

Les capitaux propres se sont établis à 2,2 milliards \$ au 29 avril 2012, une augmentation de 195,2 millions \$ par rapport au solde en date du 24 avril 2011, en grande partie attribuable au bénéfice net de l'exercice 2012, contrebalancé, en partie, par les rachats d'actions, par les dividendes déclarés, ainsi que par la diminution du cumul des autres éléments du résultat étendu liée à l'affaiblissement du dollar canadien en date du bilan. Durant l'exercice 2012, la société a enregistré un rendement sur les capitaux propres de 22,0 %³.

Principales informations financières trimestrielles

Le cycle de présentation de l'information de 52 semaines de la société se divise en trimestres de 12 semaines chacun, à l'exception du troisième trimestre qui comporte 16 semaines. Lorsqu'un exercice comme celui de 2012 comprend 53 semaines, le quatrième trimestre compte 13 semaines. Les principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés intermédiaires de Couche-Tard pour chacun des huit derniers trimestres figurent dans le tableau ci-après.

¹ Le nombre de magasins diffère de celui publié dans le tableau « Évolution du réseau de magasins » puisqu'il exclut les magasins afférents à la coentreprise RDK. Cette dernière étant comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence, les sommes déboursées par RDK pour ses activités d'investissement n'apparaissent pas dans les activités d'investissement de Couche-Tard.

² Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : le bénéfice avant impôt et intérêts divisé par les capitaux employés moyens. Les capitaux employés représentent l'actif total moins le passif à court terme ne portant pas intérêts. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

³ Ce ratio est présenté à titre d'information seulement et représente une mesure de la performance surtout utilisée par les milieux financiers. Il représente le calcul suivant : le bénéfice net divisé par l'avoir des actionnaires moyen. Il n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et ne pourrait donc être comparé à des mesures du même type présentées par d'autres sociétés publiques.

(en millions de dollars US, sauf les montants par action)

	Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012				Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011			
	4 ^e	3 ^e	2 ^e	1 ^{er}	4 ^e	3 ^e	2 ^e	1 ^{er}
	13 semaines	16 semaines	12 semaines	12 semaines	12 semaines	16 semaines	12 semaines	12 semaines
Chiffre d'affaires	6 063,2	6 604,1	5 152,6	5 177,6	4 737,0	5 486,9	4 149,1	4 177,4
Bénéfice avant amortissement des immobilisations et des autres actifs, frais financiers et impôts sur les bénéfices	199,6	185,9	202,2	231,7	133,7	163,5	199,0	220,6
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	62,2	75,7	52,4	49,5	50,9	66,1	49,3	47,4
Bénéfice d'exploitation	137,4	110,2	147,8	182,2	82,8	97,4	149,7	173,2
Quote-part des résultats d'une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise	3,4	7,0	5,2	6,0	2,6	3,8	4,8	5,7
(Revenus) frais de financement nets	(13,5)	4,0	2,1	2,7	2,6	11,2	8,2	7,6
Bénéfice net	117,8	86,8	113,5	139,5	64,5	69,6	108,2	126,9
Bénéfice net par action								
De base	0,66 \$	0,49 \$	0,62 \$	0,76 \$	0,35 \$	0,38 \$	0,58 \$	0,68 \$
Dilué	0,65 \$	0,48 \$	0,61 \$	0,75 \$	0,35 \$	0,37 \$	0,57 \$	0,67 \$

Perspectives

Au cours de l'exercice 2013, Couche-Tard compte poursuivre ses investissements, avec discernement, afin, entre autres, d'améliorer son réseau. De plus, la société a l'intention de continuer à porter une attention continue à ses ventes, à ses conditions d'approvisionnement ainsi qu'à ses frais d'exploitation tout en portant un œil attentif sur les occasions de croissance qui pourraient s'offrir à elle.

Couche-Tard portera une attention toute particulière à l'intégration de Statoil Fuel & Retail. Pour ce faire, elle a formé une équipe multidisciplinaire qui s'assurera d'une intégration efficace et identifiera les opportunités d'amélioration, incluant les synergies disponibles. Dans ce cadre, Couche-Tard mettra aussi en place des stratégies qui lui permettront de diminuer son niveau d'endettement afin de retrouver sa flexibilité financière et maintenir la qualité de son profil de crédit.

Finalement, tel que le veut son modèle d'affaires, Couche-Tard entend continuer à accorder la priorité à la vente de produits frais ainsi qu'à l'innovation, y compris le lancement de nouveaux produits et services, afin de toujours mieux répondre aux besoins de ses nombreux clients.

Profil

Alimentation Couche-Tard inc. est le chef de file de l'industrie canadienne du commerce de l'accommodation. En Amérique du Nord, Couche-Tard est la plus importante société en tant que chaîne de magasins d'accommodation (intégrée ou non à une société pétrolière) en fonction du nombre de magasins corporatifs. Au 29 avril 2012, Couche-Tard avait un réseau de 5 803 magasins, dont 4 216 étaient dotés d'un site de distribution de carburant. À cette même date, la société avait des contrats pour l'approvisionnement en carburant de 350 sites opérés par des exploitants indépendants. Le réseau de Couche-Tard est constitué de 13 unités d'affaires, dont neuf aux États-Unis, couvrant 42 états et le district de Columbia, et quatre au Canada, couvrant les dix provinces. De plus, en vertu de contrats de licences, quelque 3 990 magasins sont exploités sous la marque Circle K dans neuf autres pays (Chine, Guam, Hong Kong, Indonésie, Japon, Macao, Mexique, Vietnam et Émirats arabes unis).. Plus de 60 000 personnes œuvrent dans l'ensemble du réseau de magasins et aux centres de services de Couche-Tard en Amérique du Nord.

Suivant son acquisition de Statoil Fuel & Retail en Juin 2012, Couche-Tard exploite également un vaste réseau de vente au détail à travers la Scandinavie, la Pologne, les pays baltes et la Russie avec environ 2 300 magasins, la majorité offrant du carburant et des produits d'accommodation et certains étant automatisés (carburant seulement). À travers son réseau Européen, Couche-Tard génère aussi des revenus provenant de la vente d'énergie stationnaire, de carburant pour le secteur maritime, de carburant pour l'aviation, de lubrifiants et de produits chimiques. Elle y détient et y exploite 12 terminaux clés de carburant et 38 dépôts de carburant dans huit pays alors qu'elle y exploite aussi environ 400 camions citernes. En incluant les employés travaillant dans les stations franchisées Statoil, environ 18 500 personnes travaillent dans le réseau de détail de Couche-Tard à travers l'Europe, à son siège social Européen, aux huit bureaux régionaux, à ses terminaux et à ses dépôts.

Source

Raymond Paré, vice-président et chef de la direction financière

Tél. : (450) 662-6632 poste 4607

relations.investisseurs@couche-tard.com

Les déclarations contenues dans ce communiqué, qui décrivent les objectifs, les projections, les estimations, les attentes ou les prédictions de Couche-Tard peuvent constituer des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières. Ces déclarations se caractérisent par l'emploi de verbes à la forme affirmative ou négative, tels que « prévoir », « évaluer », « estimer », « croire », ainsi que d'autres expressions apparentées. Couche-Tard tient à préciser que, par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes, et que ses résultats, ou les mesures qu'elle adopte, pourraient différer considérablement de ceux qui sont indiqués ou sous-entendus dans ces déclarations, ou pourraient avoir une incidence sur le degré de réalisation d'une projection particulière. Parmi les facteurs importants pouvant entraîner une différence considérable entre les résultats réels de Couche-Tard et les projections ou attentes formulées dans les déclarations prospectives, mentionnons les effets de l'intégration d'entreprises acquises et la capacité de concrétiser les synergies projetées, les fluctuations des marges sur les ventes d'essence, les variations de taux de change, la concurrence dans les secteurs de l'accommodation et du carburant ainsi que d'autres risques décrits en détail de temps à autre dans les rapports déposés par Couche-Tard auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada et des États-Unis. À moins qu'elle n'y soit tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables, Couche-Tard nie toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement. Enfin, l'information prospective contenue dans ce document est basée sur l'information disponible en date de sa publication.

Webémission sur les résultats le 10 juillet 2012 à 15h30 (HNE)

Couche-Tard invite les analystes connus de la société à faire parvenir au préalable et ce, avant 13h30 le 10 juillet 2012 (HNE), leurs deux questions auprès de la direction.

Les analystes financiers et investisseurs intéressés à écouter la webémission sur les résultats de Couche-Tard pourront le faire le 10 juillet 2012 à 15h30 (HNE) en se rendant sur le site Internet de la société au www.couche-tard.com/corporatif sous la rubrique Relations investisseurs/Présentations corporatives. Les personnes qui sont dans l'impossibilité d'écouter la webémission en direct pourront écouter l'enregistrement qui sera disponible pour une période de 90 jours suivant la webémission.

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action, non audités)

Périodes terminées les	13 semaines	12 semaines	53 semaines	52 semaines
	29 avril 2012	24 avril 2011	29 avril 2012	24 avril 2011
	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	6 063,2	4 737,0	22 997,5	18 550,4
Coût des ventes	5 331,6	4 123,6	20 028,4	15 804,7
Marge brute	731,6	613,4	2 969,1	2 745,7
Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux	532,0	479,7	2 151,7	2 028,9
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	62,2	50,9	239,8	213,7
	594,2	530,6	2 391,5	2 242,6
Bénéfice d'exploitation	137,4	82,8	577,6	503,1
Quote-part des résultats d'une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	3,4	2,6	21,6	16,9
Frais de financement	3,6	2,9	13,5	31,4
Revenus financiers	(0,1)	(0,3)	(1,2)	(1,8)
Gain sur contrats de change à terme (note 6)	(17,0)	-	(17,0)	-
(Revenus) frais de financement nets	(13,5)	2,6	(4,7)	29,6
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	154,3	82,8	603,9	490,4
Impôts sur les bénéfices	36,5	18,3	146,3	121,2
Bénéfice net	117,8	64,5	457,6	369,2
Bénéfice net par action (note 7)				
De base	0,66	0,35	2,54	2,00
Dilué	0,65	0,35	2,49	1,96
Nombre moyen pondéré d'actions (en milliers)	179 046	183 344	180 420	184 637
Nombre moyen pondéré d'actions - dilué (en milliers)	181 102	186 877	183 583	188 214
Nombre d'actions en circulation à la fin de la période (en milliers)	179 053	183 594	179 053	183 594

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

(en millions de dollars américains, non audités)

Périodes terminées les	13 semaines	12 semaines	53 semaines	52 semaines
	29 avril 2012	24 avril 2011	29 avril 2012	24 avril 2011
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice net	117,8	64,5	457,6	369,2
Autres éléments du résultat global				
Variations des redressements cumulés de conversion de devises ⁽¹⁾	(2,3)	39,3	(26,4)	40,1
Variation de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie ⁽²⁾	4,3	(0,3)	5,9	2,0
Reclassement aux résultats du gain réalisé sur un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie ⁽³⁾	(3,4)	(0,2)	(5,1)	(1,3)
Reclassement aux résultats d'un gain réalisé sur la vente d'un instrument financier disponible à la vente ⁽⁴⁾	-	-	(0,6)	-
Pertes actuarielles nettes ⁽⁵⁾	(4,9)	(1,2)	(4,9)	(1,2)
Autres éléments du résultat global	(6,3)	37,6	(31,1)	39,6
Résultat global	111,5	102,1	426,5	408,8

- (1) Pour les périodes de 13 et 53 semaines terminées le 29 avril 2012, ces montants incluent un gain de 10,0 \$ et une perte de 10,5 \$, respectivement, (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 1,5 \$ et 1,6 \$, respectivement). Pour les périodes de 12 et 52 semaines terminées le 24 avril 2011, ces montants incluent un gain de 21,1 \$ et 17,2 \$, respectivement, (déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 3,1 \$ et 2,5 \$, respectivement). Ces gains et pertes découlent de la conversion de la dette à long terme libellée en dollars américains, désignée à titre d'instrument de couverture de risque de change sur l'investissement net de la compagnie dans ses opérations étrangères aux États-Unis.
- (2) Pour les périodes de 13 et 53 semaines terminées le 29 avril 2012, ces montants sont présentés déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 1,4 \$ et 1,9 \$, respectivement. Pour les périodes de 12 et 52 semaines terminées le 24 avril 2011, ces montants sont présentés déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,1 \$ et 0,6 \$, respectivement.
- (3) Pour les périodes de 13 et 53 semaines terminées le 29 avril 2012, ces montants sont présentés déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 1,1 \$ et 1,6 \$, respectivement. Pour les périodes de 12 et 52 semaines terminées le 24 avril 2011, ces montants sont présentés déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,1 \$ et 0,4 \$, respectivement.
- (4) Pour la période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012, ce montant est présenté déduction faite d'impôts sur les bénéfices.
- (5) Pour les périodes de 13 et 53 semaines terminées le 29 avril 2012, ces montants sont présentés déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 1,7 \$. Pour les périodes de 12 et 52 semaines terminées le 24 avril 2011, ces montants sont présentés déduction faite d'impôts sur les bénéfices de 0,6 \$.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS
(en millions de dollars américains, non audités)

Période de 53 semaines terminée le

29 avril 2012

	Capital- actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux Propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	323,8	19,3	1 596,3	40,0	1 979,4
Résultat global :					
Bénéfice net			457,6		457,6
Autres éléments du résultat global				(31,1)	(31,1)
Total du résultat global					426,5
Dividendes			(49,8)		(49,8)
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions		0,4			0,4
Juste valeur initiale des options d'achat d'actions exercées	1,8	(1,8)			-
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions en contrepartie de trésorerie	19,2				19,2
Rachat et annulation d'actions	(23,8)				(23,8)
Excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions à vote multiple catégorie A et actions à droit de vote subalterne catégorie B rachetées et annulées			(177,3)		(177,3)
Solde à la fin de la période	321,0	17,9	1 826,8	8,9	2 174,6

Période de 52 semaines terminée le

24 avril 2011

	Capital- actions	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux Propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	319,5	20,4	1 319,7	0,4	1 660,0
Résultat global :					
Bénéfice net			369,2		369,2
Autres éléments du résultat global				39,6	39,6
Total du résultat global					408,8
Dividendes			(32,8)		(32,8)
Dépense de rémunération à base d'options d'achat d'actions		1,1			1,1
Juste valeur initiale des options d'achat d'actions exercées	2,2	(2,2)			-
Émission résultant de la levée des options d'achat d'actions en contrepartie de trésorerie	11,4				11,4
Rachat et annulation d'actions	(9,3)				(9,3)
Excédent du coût d'acquisition sur la valeur comptable des actions à vote multiple catégorie A et actions à droit de vote subalterne catégorie B rachetées et annulées			(59,8)		(59,8)
Solde à la fin de la période	323,8	19,3	1 596,3	40,0	1 979,4

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions de dollars américains, non audités)

Périodes terminées les	13 semaines	12 semaines	53 semaines	52 semaines
	29 avril 2012	24 avril 2011	29 avril 2012	24 avril 2011
	\$	\$	\$	\$
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	117,8	64,5	457,6	369,2
Ajustements afin de concilier le bénéfice net avec les rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation				
Amortissement des immobilisations et des autres actifs, déduction faite de l'amortissement des crédits reportés	51,4	44,6	199,7	188,5
Impôts différés	22,8	22,4	24,2	57,9
Gain sur contrats de change à terme (note 6)	(17,0)	-	(17,0)	-
Quote-part des résultats (déduction faite des dividendes reçus) d'une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	(2,4)	(1,3)	(16,8)	(6,1)
Perte sur la cession d'immobilisations et d'autres actifs	2,0	3,4	9,8	4,7
Crédits reportés	1,3	(0,2)	10,7	0,7
Goodwill négatif (note 5)	(1,3)	-	(6,9)	-
Intérêts implicites sur le rachat de la dette subordonnée non garantie	-	-	-	(17,4)
Gain sur remboursement anticipé de la dette subordonnée non garantie	-	-	-	(1,4)
Autres	(3,5)	3,7	17,8	22,4
Variations du fonds de roulement hors caisse	87,8	92,0	84,7	(10,2)
Rentrées de fonds nettes liées aux activités d'exploitation	258,9	229,1	763,8	608,3
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations et d'autres actifs	(126,8)	(86,6)	(316,6)	(220,1)
Acquisitions d'entreprises (note 5)	(30,0)	(3,5)	(380,3)	(37,8)
Produits tirés de la cession d'immobilisations et d'autres actifs	12,8	10,0	27,8	22,0
Liquidités soumises à restrictions	-	-	(22,7)	-
Produits tirés de transactions de cession-bail	-	-	-	5,1
Sorties de fonds nettes liées aux activités d'investissement	(144,0)	(80,1)	(691,8)	(230,8)
Activités de financement				
Dividendes versés en trésorerie	(13,5)	(9,4)	(49,8)	(32,8)
(Diminution) augmentation nette des autres emprunts	(1,4)	(2,2)	157,1	132,7
Rachat d'actions	-	(8,9)	(201,1)	(69,1)
Émission d'actions	-	1,4	19,2	11,4
Remboursement anticipé de la dette subordonnée non garantie	-	-	-	(332,6)
Sorties de fonds nettes liées aux activités de financement	(14,9)	(19,1)	(74,6)	(290,4)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1,3	4,7	(2,8)	6,9
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	101,3	134,6	(5,4)	94,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	203,0	175,1	309,7	215,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	304,3	309,7	304,3	309,7
Informations supplémentaires :				
Intérêts versés	2,2	1,4	7,3	31,8
Intérêts et dividendes reçus	1,1	1,3	6,1	12,5
Impôts sur les bénéfices versés	54,8	15,7	91,1	93,0
Composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie :				
Encaisse et dépôts à vue			253,5	258,1
Placements liquides			50,8	51,6
			304,3	309,7

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS

(en millions de dollars américains, non audités)

	Au 29 avril 2012	Au 24 avril 2011	Au 26 avril 2010
	\$	\$	\$
Actif			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	304,3	309,7	215,7
Liquidités soumises à restrictions	22,7	-	-
Débiteurs	420,7	349,1	280,8
Stocks	543,9	526,0	469,9
Frais payés d'avance	28,6	21,0	20,0
Contrats de change à terme (note 6)	17,2	-	-
Impôts sur les bénéfices à recevoir	-	36,4	17,7
	1 337,4	1 242,2	1 004,1
Immobilisations corporelles	2 248,3	1 935,4	1 914,9
Goodwill	502,9	440,9	425,3
Immobilisations incorporelles	217,0	188,6	188,2
Autres actifs	68,2	58,0	55,8
Participation dans une coentreprise	65,0	48,2	42,1
Impôts différés	14,4	12,9	8,6
	4 453,2	3 926,2	3 639,0
Passif			
Passif à court terme			
Créditeurs et charges à payer	1 025,7	936,5	821,7
Provisions	50,1	36,3	31,4
Impôts sur les bénéfices à payer	6,6	-	-
Portion à court terme de la dette à long terme	484,4	4,6	4,4
	1 566,8	977,4	857,5
Dette à long terme	180,8	496,9	711,9
Provisions (note 10)	107,5	88,7	87,7
Crédits reportés et autres éléments de passif	161,4	139,5	128,0
Impôts différés	262,1	244,3	193,9
	2 278,6	1 946,8	1 979,0
Capitaux propres			
Capital-actions	321,0	323,8	319,5
Surplus d'apport	17,9	19,3	20,4
Bénéfices non répartis	1 826,8	1 596,3	1 319,7
Cumul des autres éléments du résultat global	8,9	40,0	0,4
	2 174,6	1 979,4	1 660,0
	4 453,2	3 926,2	3 639,0

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non audités)

1. PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (« les états financiers intermédiaires ») ont été préparés par la société conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada tels que publiés dans le manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« manuel de l'ICCA »). En 2010, le manuel de l'ICCA a été révisé pour incorporer les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et exige que les entreprises ayant l'obligation publique de rendre des comptes appliquent ces normes pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La société a donc commencé à présenter son information conformément à ce référentiel comptable dans les états financiers intermédiaires de la période de 12 semaines terminée le 17 juillet 2011 (T1 2012). Dans les présents états financiers intermédiaires, le terme « PCGR du Canada » réfère aux PCGR du Canada avant l'adoption des IFRS.

Les présents états financiers intermédiaires ont été préparés conformément aux IFRS applicables pour les états financiers intermédiaires, notamment la norme comptable internationale (« IAS ») 34 « Information financière intermédiaire » et IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière ». Conformément aux IFRS, la société a :

- fourni une information financière comparative;
- appliqué les mêmes méthodes comptables à toutes les périodes de présentation de l'information financière (à l'exception de certaines exemptions relatives à la première adoption décrites à la note 12); et
- appliqué rétrospectivement toutes les normes IFRS publiées en date du 10 juillet 2012 (ayant une date effective antérieure au 29 avril 2012), date à laquelle le conseil d'administration a approuvé les états financiers intermédiaires.

Les états financiers intermédiaires de la société étaient dressés auparavant conformément aux PCGR du Canada qui diffèrent des IFRS à certains égards. Lors de la préparation des présents états financiers intermédiaires conformément aux IFRS, la direction a modifié certaines méthodes de comptabilisation, d'évaluation et de consolidation qu'elle appliquait auparavant pour préparer ses états financiers selon les PCGR du Canada. La note 12 présente un rapprochement de chacun des postes du bilan comparatif au 24 avril 2011 et du bilan d'ouverture au 26 avril 2010, un rapprochement de l'état des résultats et du résultat global pour les périodes de 12 et 52 semaines terminées le 24 avril 2011 ainsi qu'une description de l'incidence de la transition des PCGR du Canada aux IFRS sur ces éléments.

Les présents états financiers intermédiaires n'ont pas fait l'objet d'une mission d'examen par les auditeurs externes de la société. La préparation des états financiers intermédiaires repose sur des conventions et méthodes comptables qui concordent avec celles qui ont été employées dans la préparation des états financiers consolidés annuels audités conformément aux PCGR du Canada de l'exercice terminé le 24 avril 2011, à l'exception de celles présentées à la note 2. Les états financiers intermédiaires ne comprennent pas toute l'information exigée pour les états financiers complets et devraient être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels audités et des notes complémentaires figurant dans le rapport annuel 2011 de la société (« le rapport annuel 2011 »). Les résultats d'exploitation pour les périodes intermédiaires présentées ne reflètent pas nécessairement les résultats attendus de l'exercice entier. Les activités de la société ont un caractère saisonnier. La période d'activité la plus importante se situe au premier semestre de chaque exercice, lequel inclut les ventes de la saison estivale.

Le 10 juillet 2012, les états financiers intermédiaires pour les périodes de 13 et 53 semaines terminées le 29 avril 2012 (y compris les états comparatifs) ont été approuvés par le conseil d'administration qui a également approuvé leur publication. Les éventuelles modifications apportées aux IFRS après cette date, qui seront appliquées dans les états financiers consolidés annuels de la société pour l'exercice se terminant le 29 avril 2012, pourraient donner lieu au retraitement des présents états financiers intermédiaires, y compris des ajustements transitoires comptabilisés au moment du basculement aux IFRS.

2. CONVENTIONS COMPTABLES AYANT ÉTÉ AFFECTÉES PAR LA TRANSITION AUX IFRS ET QUI DIFFÈRENT DE CELLES UTILISÉES DANS LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ANNUELS 2011

Principes de consolidation

Les états financiers intermédiaires incluent les comptes de la société et ceux de ses filiales, lesquelles sont détenues en propriété exclusive. Ils comprennent également la quote-part des résultats de sa coentreprise qui est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

Les filiales sont des entités sur lesquelles la société exerce le contrôle, soit le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. La société possède, directement ou indirectement, 100 % des droits de vote dans ses

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

filiales. L'incidence des droits de vote potentiels que la société est actuellement en mesure d'exercer est prise en compte dans l'évaluation de l'existence du contrôle. Ces critères sont analysés de façon régulière et les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date où leur contrôle est acquis par la société et cessent d'être consolidées dès que le contrôle n'est plus exercé.

Conversion de devises

Monnaie fonctionnelle

La monnaie fonctionnelle de la société mère et de ses filiales canadiennes est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle de ses filiales américaines est le dollar américain.

Opérations en devises étrangères

Les opérations libellées en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle pertinente de la façon suivante : les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan alors que les revenus et charges sont convertis au taux de change moyen sur une période de quatre semaines. Les éléments d'actif et de passif non monétaires sont convertis au taux historique ou au taux en vigueur à la date où ils ont été évalués à la juste valeur. Le cas échéant, les gains ou pertes de change résultant de cette conversion sont portés aux résultats sauf lorsqu'ils sont reportés dans les capitaux propres en tant que couverture d'investissement net.

Consolidation et opérations étrangères

Les états financiers intermédiaires sont consolidés en dollars canadiens en utilisant la méthode suivante : les éléments d'actif et de passif sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les dépenses sont convertis au taux moyen sur une base périodique de quatre semaines. Les gains et les pertes de change sont présentés au cumul des autres éléments du résultat global dans les capitaux propres.

Monnaie de présentation

La société a adopté le dollar américain comme monnaie de présentation. Les états financiers intermédiaires en dollars canadiens sont convertis dans la monnaie de présentation selon la méthode décrite précédemment. Le capital-actions, le surplus d'apport et les bénéfices non répartis sont convertis au taux historique. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis au taux à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les gains et les pertes de change résultant de cette conversion sont présentés au cumul des autres éléments du résultat global dans les capitaux propres.

Bénéfice net par action

Le bénéfice net par action de base est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux détenteurs d'actions de catégories A et B par le nombre moyen pondéré d'actions de catégories A et B en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice net par action dilué est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation majoré du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires qui seraient émises lors de la conversion en actions ordinaires de toutes les options potentielles dilutives.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts comptabilisée au résultat correspond à la somme de l'impôt différé et de l'impôt exigible qui ne sont pas comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres.

La société utilise l'approche bilan de la méthode du report variable pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts différés sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs en appliquant, à la date des états financiers intermédiaires, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les actifs d'impôts différés sont revus à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que l'avantage fiscal leur étant relié se matérialisera.

Les passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et la coentreprise, sauf si la société est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle se résorbera et s'il est probable que la différence temporelle ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôts différés découlant des différences temporelles déductibles générées par de telles participations sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

d'utiliser les avantages de la différence temporelle et que la différence temporelle se résorbera dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si la société a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôts exigibles, qu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale et si elle a l'intention de régler simultanément le montant net de ses actifs et passifs d'impôts exigibles.

Immobilisations corporelles, amortissements et dépréciation

Les immobilisations sont comptabilisées au coût, déduction faite de l'amortissement cumulé et sont amorties sur leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire, selon les périodes suivantes :

Immeubles et composantes de bâtiment	3 à 40 ans
Équipements	3 à 40 ans
Immeubles loués en vertu de contrats de location-financement	Durée du bail
Équipements loués en vertu de contrats de location-financement	Durée du bail

Les composantes de bâtiment comprennent les systèmes de climatisation et de chauffage, la plomberie et les installations électriques. Les équipements comprennent l'affichage, les équipements pétroliers et les équipements en magasins.

Les améliorations locatives et les immobilisations sur des propriétés louées sont amorties selon le moindre de la durée de vie utile estimative du bien et la durée du contrat de location.

Les immobilisations sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des situations indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Cette recouvrabilité est mesurée en comparant leur valeur comptable nette à leur valeur recouvrable, qui correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie. Dans le cas où la valeur comptable des actifs excéderait leur valeur recouvrable, une perte de valeur d'un montant équivalent à l'excédent serait comptabilisée.

La société effectue une évaluation annuelle des soldes résiduels, des durées de vie utile estimatives et des méthodes d'amortissement utilisés pour les immobilisations corporelles et tout changement découlant de l'évaluation est appliqué prospectivement par la société.

Goodwill

Les montants de goodwill représentent l'excédent du coût d'une entreprise acquise par rapport à la juste valeur des actifs nets sous-jacents acquis de l'entreprise à la date d'acquisition. Le goodwill n'est pas amorti. Il est plutôt soumis à un test annuel de dépréciation, lors du premier trimestre de la société, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait avoir subi une dépréciation. Dans le cas où la valeur comptable du goodwill d'une unité génératrice de trésorerie excéderait sa valeur recouvrable, une perte de valeur serait comptabilisée.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont composés principalement de marques de commerce, de contrats d'approvisionnement en carburant et de licences. Les marques de commerce et les licences ont des durées de vie indéterminées puisqu'elles ne font pas l'objet d'expiration, sont comptabilisées au coût, ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de dépréciation lors du premier trimestre ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'elles pourraient avoir subi une dépréciation. Les contrats d'approvisionnement en carburant sont comptabilisés au coût et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des contrats. Les autres immobilisations incorporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq à dix ans.

Frais de location

La société comptabilise les contrats de location-financement lorsque pratiquement tous les avantages et les risques afférents à la propriété du bien loué lui ont été transférés. Dans certains cas, le contrat de location n'est pas concluant et la direction doit faire preuve de jugement pour déterminer si un contrat de location est un contrat de location-financement qui transfère la quasi-totalité des risques et avantages se rattachant à la propriété. Le coût des actifs comptabilisés en vertu des contrats de location-financement représente le moindre de la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail et de la juste valeur de la propriété louée et est amorti linéairement sur

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

le moindre de la durée de vie utile de l'actif et de la durée du bail. Les biens loués en vertu de contrats de location-financement sont présentés sous la rubrique « immobilisations » au bilan consolidé.

Les contrats de location qui ne prévoient pas le transfert de la quasi-totalité des avantages et risques afférents à la propriété sont comptabilisés comme des contrats de location simple. Lorsque les baux contiennent des clauses d'augmentations prédéterminées du loyer minimum, la société constate la charge locative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du bail. Conséquemment, la société comptabilise à titre de dépense de loyer reportée l'excédent de la charge sur le montant exigible.

La société reçoit également des incitatifs relatifs aux baux qui sont amortis selon la méthode linéaire sur le moindre de la durée de vie utile de l'actif et de la durée du bail.

Les gains et pertes découlant de transactions de cession-bail sont enregistrés aux résultats consolidés au moment de la transaction sauf si :

- le prix de vente est inférieur à la juste valeur et la perte est compensée par des paiements futurs inférieurs au prix du marché, auquel cas la perte est reportée et amortie proportionnellement aux paiements au titre de la location sur la période pendant laquelle il est prévu d'utiliser l'actif; ou
- le prix de vente est supérieur à la juste valeur, auquel cas l'excédent est reporté et amorti sur la durée d'utilisation attendue de l'actif.

Rémunération et autres paiements à base d'actions

Les coûts de rémunération à base d'actions sont évalués à la date de l'octroi en fonction de la méthode fondée sur la juste valeur pour toutes les opérations effectuées à compter de l'exercice 2003.

La juste valeur des options d'achat d'actions est constatée sur la période d'acquisition de chaque tranche d'acquisition à titre de coût de rémunération avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. À la levée des options d'achat d'actions, le surplus d'apport correspondant est transféré au capital-actions.

Le coût de rémunération des actions fictives (les « AF ») et le passif y afférent sont comptabilisés linéairement sur la période d'acquisition correspondante sur la base de la juste valeur de marché des actions catégorie B de la société et de la meilleure estimation du nombre d'AF qui seront ultimement payables. Le passif ainsi enregistré est ajusté à chaque période pour refléter toute variation de la juste valeur des actions catégorie B et tout ajustement de l'estimation du nombre d'AF qui seront ultimement payables.

Avantages sociaux futurs

La société comptabilise ses obligations découlant des régimes de retraite de ses employés ainsi que les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes. Pour les régimes à prestations définies, les conventions comptables suivantes ont été retenues :

- Les obligations au titre des prestations et le coût des prestations de retraite constituées par les salariés actifs sont établis par calculs actuariels, selon la méthode des unités de crédit projetées au prorata des services et la charge de retraite est imputée aux résultats au fur et à mesure que les services sont rendus par les employés actifs. Les calculs tiennent compte des hypothèses considérées par la direction comme étant les plus probables concernant le rendement prévu des placements des régimes, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des salariés;
- Aux fins de la détermination du rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur;
- Les gains actuariels et les pertes actuarielles découlent de l'écart entre le taux de rendement à long terme réel des actifs des régimes au cours d'une période et le taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes pour cette période ou de la modification des hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies. Les gains actuariels et les pertes actuarielles sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sans incidence sur le bénéfice net;
- Les coûts des services passés sont amortis linéairement sur la période moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

Pour les régimes à cotisations définies, la charge de retraite inscrite aux résultats correspond aux cotisations que la société est tenue de verser en échange des services rendus par les salariés.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées si la société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable que la société sera tenue d'éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, compte tenu des risques et des incertitudes liées à l'obligation. Si une provision est évaluée en fonction des estimations de flux de trésorerie nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle, sa valeur comptable correspond à la valeur actualisée de ces flux de trésorerie.

Contrats déficitaires

Les obligations actuelles résultant de contrats déficitaires sont comptabilisées et évaluées comme des provisions. Un contrat est considéré déficitaire lorsque la société a conclu un contrat pour lequel les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques attendus du contrat. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés à un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Coûts environnementaux

La société constate une provision pour les frais de réhabilitation de sites estimatifs futurs afin de satisfaire aux normes gouvernementales pour ses sites connus comme étant contaminés lorsque ces coûts peuvent être estimés raisonnablement. Les estimations des coûts futurs prévus pour les activités de remise en état de ces sites sont fondées sur l'expérience antérieure de la société en matière de réhabilitation de sites ainsi que sur d'autres facteurs, tels que l'état du site contaminé, l'emplacement des sites et l'expérience des entrepreneurs qui effectuent les évaluations environnementales et les travaux de réhabilitation. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés à un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations se rapportent aux coûts futurs estimatifs d'enlèvement des réservoirs à essence souterrains et sont fondées sur l'expérience antérieure de la société dans ce domaine, la durée de vie utile estimative du réservoir, le terme des baux pour les réservoirs installés sur des propriétés louées, les estimations externes et les exigences réglementaires des gouvernements. Lorsqu'un réservoir à essence souterrain est installé, un passif actualisé est comptabilisé pour la juste valeur de l'obligation liée à la mise hors service de l'immobilisation et la valeur de l'immobilisation correspondante est augmentée du même montant. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés à un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif. Le montant ajouté aux immobilisations est amorti et une charge de désactualisation est constatée en lien avec le passif actualisé sur la durée de vie utile du réservoir ou la durée du bail pour les propriétés louées.

À la suite de la constatation initiale de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, la valeur comptable du passif est accrue de manière à tenir compte de l'écoulement du temps, puis ajustée selon les variations du taux d'actualisation courant fondé sur le marché ou de l'échéancier des flux de trésorerie sous-jacents nécessaires pour régler l'obligation.

Obligations relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents de travail

Aux États-Unis, la société a recours à l'auto assurance pour couvrir certaines pertes relatives à la responsabilité civile et aux indemnités d'accidents du travail. Le coût ultime actualisé de réclamations engagées à la date du bilan est reconnu à titre de passif. Ce coût est estimé sur la base des données historiques de la société et d'évaluations actuarielles. Afin de déterminer le passif initial comptabilisé, les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés à un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non audités)

Instruments financiers – comptabilisation et évaluation

La société a effectué les classements suivants de ses actifs et passifs financiers:

Actifs et passifs financiers	Classement	Évaluation subséquente ⁽¹⁾	Classement des gains et pertes
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	Coût après amortissement	Bénéfice net
Liquidités soumises à restrictions	Prêts et créances	Coût après amortissement	Bénéfice net
Débiteurs	Prêts et créances	Coût après amortissement	Bénéfice net
Placements cotés en Bourse	Disponibles à la vente	Juste valeur	Autres éléments du résultat global
Dette bancaire et dette à long terme	Autres passifs	Coût après amortissement	Bénéfice net
Comptes fournisseurs et charges à payer	Autres passifs	Coût après amortissement	Bénéfice net

⁽¹⁾ L'évaluation initiale de tous les actifs et passifs financiers est faite à la juste valeur.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond au total des justes valeurs (à la date d'acquisition) des actifs remis, des passifs engagés ou pris en charge et des instruments de capitaux propres émis par la société, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation d'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » sont comptabilisés à leurs justes valeurs à la date d'acquisition. Les frais d'acquisition directs sont passés en charges au moment où ils sont encourus.

Le goodwill découlant du regroupement d'entreprises est comptabilisé en tant qu'actif et initialement évalué au coût, celui-ci étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis. Si, après réévaluation, la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent (« goodwill négatif ») est immédiatement comptabilisé en résultat.

Les résultats des entreprises acquises sont inclus aux états des résultats consolidés à compter de leurs dates respectives d'acquisition.

3. NOUVELLES NORMES COMPTABLES PUBLIÉES RÉCEMMENT MAIS NON ENCORE APPLIQUÉES

Normes révisées

Présentation des états financiers

En juin 2011, le *International Accounting Standards Board* (« IASB ») a publié une version révisée de la norme comptable internationale (« IAS ») 1 « Présentation des états financiers ». Les modifications régissent la présentation des autres éléments du résultat global (« AERG ») dans les états financiers, principalement en exigeant de présenter séparément les éléments de l'AERG qui doivent être reclassés aux résultats de ceux qui demeurent dans l'avoir des actionnaires.

Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices débutant le ou après le 1^{er} juillet 2012. La société appliquera ces modifications à compter du premier trimestre de son exercice 2014 et évalue actuellement l'incidence de ces changements mais n'anticipe pas d'impact important sur ses états financiers consolidés.

Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a publié une version révisée de la norme IAS 19 « Avantages du personnel » afin de modifier les règles de comptabilisation des régimes de retraite à prestation déterminées. La version révisée de la norme contient plusieurs modifications, incluant l'élimination de la méthode du corridor, qui permettait auparavant de reporter une portion des gains et pertes actuariels, en plus de fournir des directives sur l'évaluation et la présentation des actifs et passifs au titre des prestations définies et d'augmenter les exigences de présentation des régimes à prestations définies.

Ces modifications entrent en vigueur pour les exercices débutant le ou après le 1^{er} janvier 2013. La société en est encore à déterminer à quel moment elle appliquera ces changements et évalue actuellement l'incidence de ces changements mais n'anticipe pas d'impact important sur ses états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

Instruments financiers – Informations à fournir et présentation

En décembre 2011, l'IASB a publié des versions révisées des normes IFRS 7 « Instruments financiers – Informations à fournir » et IAS 32 « Instruments financiers – Présentation ». Les modifications clarifient les règles de compensation et établissent de nouvelles exigences de présentation pour les actifs et passifs financiers compensés au bilan.

Les modifications apportés à l'IFRS 7 entrent en vigueur pour les exercices débutant le ou après le 1^{er} janvier 2013 tandis que les modifications apportées à l'IAS 32 entrent en vigueur pour les exercices débutant le ou après le 1^{er} janvier 2014. La société appliquera ces modifications à compter du premier trimestre de ses exercices 2014 et 2015, respectivement et évalue actuellement l'incidence de ces changements mais n'anticipe pas d'impact important sur ses états financiers consolidés.

Nouvelles normes

Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 9 « Instruments financiers » qui constitue le premier volet d'un projet en trois phases de l'IASB visant à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ». La norme fournit des indications sur le classement et l'évaluation des passifs financiers, ainsi que des exigences concernant la décomptabilisation d'actifs et de passifs financiers.

IFRS 9 entre en vigueur pour les exercices débutant le ou après le 1^{er} janvier 2015. La société appliquera cette nouvelle norme à compter du premier trimestre de son exercice 2016 et évalue actuellement l'incidence de ce changement sur ses états financiers consolidés.

États financiers consolidés

En mai 2011, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 10 « États financiers consolidés » qui établit qu'une entité doit consolider une entreprise détenue lorsqu'elle a des droits ou est exposée à des rendements variables de par son implication avec l'entreprise détenue et a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur la société émettrice. Selon les normes IFRS en vigueur, la consolidation est nécessaire lorsque l'entité a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplacera SIC-12 « Consolidation – entités ad hoc » et une portion de l'IAS 27 « États financiers consolidés et individuels ».

Accords conjoints

En mai 2011, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 11 « Accords conjoints » qui exige d'un coentrepreneur de classer sa participation dans un accord de coentreprise comme une coentreprise ou une opération conjointe. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence alors que pour une opération conjointe, le coentrepreneur reconnaîtra sa part de l'actif, du passif, des ventes et des dépenses de l'opération conjointe. Selon les normes IFRS en vigueur, les entités ont le choix de la consolidation proportionnelle ou de la méthode de la mise en équivalence des participations dans des coentreprises. IFRS 11 remplacera IAS 31 « Participations dans des coentreprises », et SIC-13 « Entités contrôlées conjointement – apports non monétaires par des coentrepreneurs ».

Informations à fournir sur les participations dans les autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans les autres entités ». IFRS 12 établit les exigences de divulgation des participations dans d'autres entités, telles que des accords de coentreprise, les participations dans des entreprises associées, les entités ad hoc et les opérations hors bilan. La norme reprend les divulgations existantes et introduit également d'importantes exigences de divulgation supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations d'une société dans d'autres entités.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». IFRS 13 est une norme globale d'évaluation de la juste valeur et précise les exigences de divulgation ayant un effet pour toutes les normes IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif, ou payé pour transférer un passif dans une transaction ordonnée entre les participants du marché, à la date de mesure. Elle établit également des informations à fournir sur la mesure de la juste valeur. Selon les normes IFRS en vigueur, les lignes directrices sur la mesure et la divulgation de la juste valeur sont réparties entre les normes spécifiques nécessitant

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non audités)

des évaluations de la juste valeur qui dans de nombreux cas ne reflètent pas une base d'évaluation claire ou une communication cohérente.

Les nouvelles normes IFRS 10, 11, 12 et 13 entrent en vigueur pour les exercices débutant le ou après le 1^{er} janvier 2013. La société appliquera ces nouvelles normes à compter du premier trimestre de son exercice 2014 et évalue actuellement l'incidence de ces changements sur ses états financiers consolidés.

4. DETTE À LONG TERME

Le 9 décembre 2011, la société a conclu une nouvelle convention de crédit consistant en une facilité de crédit renouvelable non garantie d'un montant initial maximal de 1 000,0 \$ d'une durée initiale de cinq ans. La facilité de crédit est disponible sous les formes suivantes :

- Un crédit d'exploitation à terme renouvelable non garantie, disponible i) en dollars canadiens, ii) en dollars américains, iii) sous forme d'acceptations bancaires en dollars canadiens, moyennant des frais d'estampillage et iv) sous forme de lettres de garantie n'excédant pas 100,0 \$ ou l'équivalent en dollars canadiens, moyennant des frais. Les sommes empruntées portent intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise de l'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux des acceptations bancaires, le taux de base bancaire américain ou le taux LIBOR plus une marge variable;
- Une ligne de crédit non garantie d'un montant maximal de 50,0 \$, disponible en dollars canadiens ou américains, portant intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise d'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux préférentiel américain ou le taux de base bancaire américain plus une marge variable.

Des frais d'attente, variant selon un ratio de levier financier de la société, sont applicables sur la partie inutilisée de cette facilité de crédit. Les frais d'estampillage, les frais sur lettres de garantie et la marge variable servant à déterminer le taux d'intérêt sur les sommes empruntées sont déterminés selon un ratio de levier financier de la société.

En vertu de cette nouvelle convention de crédit, la société doit maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

Considérant cette nouvelle convention, les montants disponibles en vertu des conventions de crédits préexistantes ont été ajustés comme suit :

- Le montant initial de 650,0 \$ du crédit d'exploitation A a été réduit à 326,0 \$;
- Le montant initial de 310,0 \$ du crédit d'exploitation B a été réduit à 154,0 \$.

Les portions utilisées de ces facilités en excès des montants initiaux réduits ont été transférées à la nouvelle facilité de crédit. Les conventions préexistantes demeurent effectives jusqu'au 22 septembre 2012. Toutes les autres conditions d'utilisation des conventions de crédit préexistantes demeurent inchangées.

Le 16 avril 2012, la société a conclu une nouvelle convention de crédit consistant en une facilité de crédit non renouvelable non garantie d'acquisition d'un montant initial maximal de 3 200,0 \$ (« facilité d'acquisition ») d'une durée initiale de trois ans. La facilité d'acquisition est disponible exclusivement pour financer, directement ou indirectement, l'acquisition de Statoil Fuel & Retail ASA et les coûts de transaction relatifs à la transaction ou pour rembourser tout endettement de Statoil Fuel & Retail ASA et ses filiales. La facilité de crédit est disponible i) en dollars canadiens sous la forme de prêts au taux préférentiel ou d'émission d'acceptations bancaires et ii) en dollars US, sous la forme de prêts au taux de base américain ou au taux LIBOR. Les sommes empruntées portent intérêt à des taux variables fondés, selon la forme et la devise de l'emprunt, sur le taux préférentiel canadien, le taux des acceptations bancaires, le taux de base bancaire américain ou le taux LIBOR plus une marge variable. Au 29 avril, 2012, la facilité d'acquisition était inutilisée.

En vertu de cette nouvelle convention de crédit, la société doit maintenir certains ratios financiers et respecter certaines clauses restrictives.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

5. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

- En mai 2011, la société a conclu l'acquisition de 11 magasins corporatifs situés en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique auprès de Shell Canada Products. La société loue le terrain et l'immeuble pour quatre sites et elle est propriétaire de ces mêmes actifs pour les autres sites.
- En juin 2011, la société a signé une entente avec ExxonMobil pour 322 magasins et des contrats d'approvisionnement en carburant pour 65 autres magasins. Les magasins sont tous opérés dans le sud de la Californie aux États-Unis. Il est prévu que cette transaction soit conclue en phases dont les premières phases ont débuté au mois d'août 2011. La transaction est sujette aux approbations réglementaires et conditions de clôture usuelles. Ci-dessous, un résumé des progrès effectués dans le cadre de cette entente au cours de la période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012, ainsi que les étapes qui devraient être conclues subséquemment :
 - En août 2011, la société a fait l'acquisition d'un site corporatif pour lequel elle est propriétaire du terrain et de l'immeuble et a acquis des contrats d'approvisionnement en carburant pour 63 autres magasins.
 - En octobre 2011, la société a fait l'acquisition d'un magasin corporatif pour lequel elle est propriétaire du terrain et de l'immeuble ainsi que de 83 magasins opérés par des exploitants indépendants pour lesquels la société est propriétaire des immeubles et loue les terrains.
 - À la fin d'octobre 2011 et au début de novembre 2011, la société a fait l'acquisition de 72 magasins corporatifs pour lesquels elle est propriétaire du terrain et de l'immeuble pour 37 sites et loue les terrains et est propriétaire des immeubles pour les autres sites.
 - Entre le 29 janvier 2012 et le 29 avril 2012, la société a acquis huit magasins opérés par des exploitants indépendants pour lesquels l'immobilier est détenu par la société ainsi que les contrats d'approvisionnement en carburant relatif à ces magasins. De plus, durant cette période, 13 exploitants indépendants ont choisi d'accepter l'offre « bona fide » de ExxonMobil. Conséquemment, 13 contrats d'approvisionnement en carburant ont été transférés à la société durant cette période.
 - Subséquemment à la période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012 et ne faisant donc pas partie du tableau de répartition de prix d'achat présenté ci-dessous :
 - Au 29 avril 2012, il restait 144 magasins opérés par des exploitants indépendants, ainsi que les contrats d'approvisionnement en carburant y afférents, à intégrer au réseau de la société. Cependant, la vente de ces magasins à la société par ExxonMobil est conditionnelle à l'obligation de ExxonMobil de soumettre une offre « bona fide » à chacun des exploitants indépendants. Si l'offre est acceptée par l'exploitant indépendant, seul le contrat d'approvisionnement en carburant est transféré à la société.
 - La société s'attend à faire l'acquisition de 126 magasins opérés par des exploitants indépendants pour lesquels l'immobilier serait détenu par la société et s'attend au transfert à la société de 18 contrats d'approvisionnement en carburant.
- Le 13 octobre 2011, la société a acquis auprès de Chico Enterprises Inc., 26 magasins corporatifs opérant dans le nord de la Virginie-Occidentale, aux États-Unis. La société est propriétaire de l'immobilier de 25 des sites tandis qu'elle est propriétaire de l'immeuble et loue le terrain pour l'autre site.
- Les 16 et 17 novembre 2011, la société a acquis auprès de ExxonMobil, 33 magasins corporatifs opérant sous la bannière « On the Run » dans l'État de la Louisiane, aux États-Unis. La société est propriétaire des immeubles des 33 sites ainsi que des terrains de 25 sites tandis qu'elle loue les terrains pour huit sites.
- Le 12 décembre 2011, la société a acquis auprès de Neighbors Stores Inc., 11 magasins corporatifs opérant sous la bannière « Neighbors » dans l'État de la Caroline du Nord, aux États-Unis. La société est propriétaire des immeubles de huit sites ainsi que des terrains de neuf sites tandis qu'elle loue ces mêmes actifs pour les autres sites.
- Le 11 avril 2012, la société a acquis auprès de Dead River Company, 17 magasins corporatifs opérant dans l'État du Maine, aux États-Unis. Deux restaurants à service rapide ont aussi été transférés à la société. La société est propriétaire des immeubles et des terrains de 16 sites tandis qu'elle loue ces mêmes actifs pour les trois autres sites.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

- Au cours de la période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012, la société a également fait l'acquisition de 19 autres magasins par l'entremise de transactions distinctes. La société loue les terrains et les immeubles pour 11 sites et elle est propriétaire de ces mêmes actifs pour les autres sites.

Des frais d'acquisition de 6,8 \$ ont été comptabilisés au poste frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux relativement à ces acquisitions et à d'autres acquisitions non-réalisés.

Ces acquisitions ont été effectuées pour une contrepartie totale en espèces de 380,3 \$. La compagnie n'ayant pas terminé son appréciation de la juste valeur des actifs acquis pour toutes ces transactions, les répartitions préliminaires du prix d'achat de certaines acquisitions sont sujettes à des ajustements aux justes valeurs des actifs et passifs jusqu'à ce que le processus soit terminé. Le tableau qui suit présente les répartitions du prix d'achat basé sur les justes valeurs estimées à la date d'acquisition :

	\$
Actifs corporels acquis	
Stocks	19,2
Immobilisations corporelles	281,4
Autres actifs	5,5
Actif corporel total	306,1
Passifs pris en charge	
Créditeurs et charges à payer	1,3
Provisions	30,9
Passif total	32,2
Actif corporel net acquis	273,9
Immobilisations incorporelles	45,8
Goodwill	67,5
Goodwill négatif comptabilisé aux frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux	(6,9)
Contrepartie totale payée en espèces	380,3

La société estime que le montant du goodwill déductible aux fins fiscales se chiffre à approximativement 4,8 \$.

La société a effectué ces acquisitions avec l'objectif d'accroître ses parts de marché et d'augmenter les économies d'échelle dont elle profite. Ces acquisitions ont généré un goodwill de 67,5 \$ dû principalement à l'emplacement des magasins qui est favorable aux activités de la société : emplacement accessible, faible présence de concurrents et proximité de la clientèle cible. Depuis la date d'acquisition, les revenus et les bénéfices nets relatifs à ces magasins ont été respectivement de 1 254,3 \$ et de 5,8 \$. Considérant la nature de ces acquisitions, l'information financière disponible ne permet pas de présenter fidèlement le chiffre d'affaires et le bénéfice net pro forma de la société si elle avait réalisé ces acquisitions au début de l'exercice.

Le 11 mai 2011, la société, par l'entremise de la coentreprise RDK Venture LLC (« RDK »), a conclu l'acquisition auprès de Gas City Ltd. de quatre magasins corporatifs situés dans la région de Chicago, aux États-Unis. RDK loue le terrain et l'immeuble pour un site et est propriétaire de ces mêmes actifs pour les autres sites.

Les 8, 9 et 10 novembre 2011, la société, par l'entremise de la coentreprise RDK, a acquis auprès de Supervalu Inc., 27 magasins opérant dans la région de Chicago, en Illinois, aux États-Unis. L'entente comprend aussi le transfert à RDK de deux parcelles de terrains vacants. Des 27 magasins, 14 sont des magasins corporatifs et 13 sont exploités par des exploitants indépendants. RDK est propriétaire de l'immobilier pour 24 magasins et des deux parcelles de terrains vacants, est propriétaire des immeubles et loue les terrains pour deux sites et loue ces mêmes actifs pour le dernier magasin.

6. CONTRATS DE CHANGE À TERME

Au 29 avril 2012, la société était exposée au risque de change lié à son acquisition potentielle de Statoil Fuel & Retail ASA pour laquelle le prix d'achat serait libellé en couronnes norvégiennes (« NOK ») et serait financé par le biais de la facilité d'acquisition de la société libellée en dollars américains. Afin de gérer ce risque, au 29 avril 2012, la société avait des contrats de change à terme l'engageant à livrer, à diverses dates jusqu'au 26 juillet 2012, 2,22 milliards \$ US en échange de 12,82 milliards NOK, soit un taux moyen pondéré de 5,7879 NOK pour un dollar US. Les variations de la juste valeur des contrats de change à terme sont comptabilisées aux résultats. Au 29 avril 2012, le gain non-matérialisé sur ces contrats de change à terme se chiffrait à 17,0 millions \$ et a été enregistré aux résultats de la période de 13 semaines terminée le 29, avril 2012.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

7. BÉNÉFICE NET PAR ACTION

	Période de 13 semaines terminée le 29 avril 2012			Période de 12 semaines terminée le 24 avril 2011		
	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions	Bénéfice net par action	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions	Bénéfice net par action
		(en milliers)			(en milliers)	
	\$		\$	\$		\$
Bénéfice net de base attribuable aux actionnaires de catégories A et B	117,8	179 046	0,66	64,5	183 344	0,35
Effet dilutif des options d'achat d'actions		2 056	(0,01)		3 533	-
Bénéfice net dilué disponible aux actionnaires de catégories A et B	117,8	181 102	0,65	64,5	186 877	0,35

	Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012			Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011		
	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions	Bénéfice net par action	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions	Bénéfice net par action
		(en milliers)			(en milliers)	
	\$		\$	\$		\$
Bénéfice net de base attribuable aux actionnaires de catégories A et B	457,6	180 420	2,54	369,2	184 637	2,00
Effet dilutif des options d'achat d'actions		3 163	(0,05)		3 577	(0,04)
Bénéfice net dilué disponible aux actionnaires de catégories A et B	457,6	183 583	2,49	369,2	188 214	1,96

Lorsqu'elles ont un effet antidilutif, les options d'achat d'actions doivent être exclues du calcul du bénéfice net dilué par action. Aucune option d'achat d'actions n'est exclue pour les périodes de 13 et 53 semaines terminées le 29 avril 2012, de même que pour la période de 12 semaines terminée le 24 avril 2011. Un total de 438 035 options d'achat d'actions est exclu du calcul pour la période de 52 semaines terminées le 24 avril 2011.

8. CAPITAL-ACTIONS

Au 29 avril 2012, la société a 53 686 412 (53 694 712 au 24 avril 2011) actions à vote multiple catégorie A comportant dix votes par action et 125 366 596 (129 899 045 au 24 avril 2011) actions à droit de vote subalterne catégorie B comportant un vote par action d'émissions et en circulation.

La société avait un programme de rachat d'actions qui lui permettait de racheter un maximum de 2 685 335 actions à vote multiple catégorie A et un maximum de 11 621 801 actions à droit de vote subalterne catégorie B. Ce programme est venu à échéance le 24 octobre 2011.

Le 25 octobre 2011, la société a mis en place un programme de rachat d'actions. Ce programme permet à la société de racheter un maximum de 2 684 420 des 53 688 412 actions à vote multiple catégorie A et un maximum de 11 126 400 des 111 264 009 actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et en circulation au 11 octobre 2011 (représentant 5,0 % des actions à vote multiple catégorie A émises et en circulation et 10,0 % des actions à droit de vote subalterne catégorie B détenues par le public, respectivement à cette date, tel que défini par les règles applicables). En vertu des exigences de la Bourse de Toronto, la société peut procéder à un rachat quotidien maximum de 1 000 actions à vote multiple catégorie A et 82 118 actions à droit de vote subalterne catégorie B. Les rachats ont pour effet de réduire le nombre d'actions à vote multiple catégorie A et d'actions à droit de vote subalterne catégorie B émises et d'augmenter la quote-part proportionnelle de tous les actionnaires de la société restants au prorata de leur participation relative dans le capital-actions de la société. Les actions rachetées en vertu du programme de rachat d'actions sont annulées dès leur rachat. La période de rachat se terminera au plus tard le 24 octobre 2012.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

Le tableau suivant résume les rachats d'action effectués en vertu de ces programmes.

	Période de 13 semaines terminée le 29 avril 2012		Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012	
	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action	Nombre d'actions rachetées	Prix moyen pondéré par action
Actions à vote multiple catégorie A	-	-	3 700	29,72 \$ CA
Actions à droit de vote subalterne catégorie B	-	-	6 969 200	29,29 \$ CA

Au cours de la période de 13 semaines terminée le 29 avril 2012, un total de 102 535 options d'achat d'actions ont été levées (331 216 pour la période de 12 semaines terminée le 24 avril 2011). Au cours de la période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012, un total de 2 460 676 options d'achat d'actions ont été levées (2 724 444 pour la période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011).

9. INFORMATION SECTORIELLE

La société exploite des magasins d'accommodation aux États-Unis et au Canada. Elle exerce essentiellement ses activités dans un seul secteur isolable, soit la vente de produits de consommation immédiate et de carburant par l'entremise de magasins corporatifs ou de franchises. L'exploitation des magasins d'accommodation se fait sous plusieurs bannières, dont Couche-Tard, Mac's et Circle K. Les revenus de sources externes proviennent principalement de deux catégories, soit les marchandises et les services ainsi que le carburant.

Le tableau suivant fournit de l'information sur les principales catégories de produits ainsi que de l'information d'ordre géographique :

	Période de 13 semaines terminée le 29 avril 2012			Période de 12 semaines terminée le 24 avril 2011		
	États-Unis	Canada	Total	États-Unis	Canada	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits de clients externes ^(a)						
Marchandises et services	1 109,7	505,6	1 615,3	955,1	447,7	1 402,8
Carburant	3 772,1	675,8	4 447,9	2 779,7	554,5	3 334,2
	4 881,8	1 181,4	6 063,2	3 734,8	1 002,2	4 737,0
Marge brute						
Marchandises et services	363,9	166,4	530,3	320,3	150,6	470,9
Carburant	164,8	36,5	201,3	113,3	29,2	142,5
	528,7	202,9	731,6	433,6	179,8	613,4
Total de l'actif à long terme ^(b)	2 454,3	633,7	3 088,0	2 070,3	590,8	2 661,1

	Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012			Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011		
	États-Unis	Canada	Total	États-Unis	Canada	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits de clients externes ^(a)						
Marchandises et services	4 408,0	2 190,9	6 598,9	4 133,6	2 049,9	6 183,5
Carburant	13 673,8	2 724,8	16 398,6	10 218,7	2 148,2	12 366,9
	18 081,8	4 915,7	22 977,5	14 352,3	4 198,1	18 550,4
Marge brute						
Marchandises et services	1 452,6	729,8	2 182,4	1 369,8	702,9	2 072,7
Carburant	637,9	148,8	786,7	537,3	135,7	673,0
	2 090,5	878,6	2 969,1	1 907,1	838,6	2 745,7

- (a) Les zones géographiques sont délimitées en fonction de l'endroit où la société génère les produits d'exploitation (l'endroit où se fait la vente) ainsi que l'emplacement des actifs à long terme.
(b) Excluant les instruments financiers, les actifs d'impôts différés, et les actifs relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

10. PROVISIONS

Le rapprochement des principales provisions de la société est présenté ci-dessous :

	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	Provision pour frais de réhabilitation de sites	Provision pour indemnités d'accidents de travail	Obligation relative à la responsabilité civile	Autres provisions	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Période de 53 semaines terminée le 29 avril 2012						
Solde au début de la période	60,8	25,5	25,0	13,7	-	125,0
Passif engagé	0,7	8,9	14,3	5,5	-	29,4
Passif réglé	(1,5)	(7,8)	(14,3)	(6,3)	-	(29,9)
Charge de désactualisation	4,8	0,3	0,7	0,1	-	5,9
Acquisitions d'entreprises	2,1	28,8	-	-	-	30,9
Renversement de montants non utilisés	-	(3,1)	-	-	-	(3,1)
Révision d'estimations	-	(0,2)	-	0,1	-	(0,1)
Effet des fluctuations du taux de change	(0,4)	(0,1)	-	-	-	(0,5)
Solde à la fin de la période	66,5	52,3	25,7	13,1	-	157,6
Portion court terme des provisions						50,1
Portion long terme des provisions						107,5
Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011						
Solde au début de la période	56,4	26,6	23,3	12,0	0,8	119,1
Passif engagé	0,5	7,7	15,7	9,0	-	32,9
Passif réglé	(1,6)	(6,2)	(14,4)	(7,4)	(0,8)	(30,4)
Charge de désactualisation	4,5	0,3	0,5	0,1	-	5,4
Acquisitions d'entreprises	0,4	0,6	-	-	-	1,0
Renversement de montants non utilisés	-	(3,8)	(0,1)	(0,1)	-	(4,0)
Révision d'estimations	-	-	-	0,1	-	0,1
Effet des fluctuations du taux de change	0,6	0,3	-	-	-	0,9
Solde à la fin de la période	60,8	25,5	25,0	13,7	-	125,0
Portion court terme des provisions						36,3
Portion long terme des provisions						88,7

11. ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Subséquentement à la fin de l'exercice 2012, entre le 19 juin 2012 et le 29 juin 2012, la société a acquis 98,9 % des actions émises et en circulation de Statoil Fuel & Retail (SFR/Oslo Børs) pour une contrepartie en espèces de 51,20 couronnes norvégiennes (« NOK ») par action, soit un total de 15,2 milliards NOK ou approximativement 2,6 milliards \$. Ayant atteint une participation supérieure à 90 %, en conformité avec les lois norvégiennes, le 29 juin 2012, la société a entamé un processus d'acquisition forcée afin de racheter la participation des actionnaires minoritaires restants et s'assurer que Statoil Fuel & Retail devienne une filiale en propriété exclusive.

Statoil Fuel & Retail est un important détaillant scandinave de carburant avec plus de 100 ans d'opérations dans la région. Statoil Fuel & Retail exploite un vaste réseau de vente au détail à travers la Scandinavie (Norvège, Suède, Danemark), la Pologne, les pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) et la Russie avec environ 2 300 magasins, la majorité offrant du carburant et des produits d'accommodation et certains étant automatisés (carburant seulement). Statoil Fuel & Retail occupe une position de chef de file dans plusieurs des pays dans lesquels elle fait affaires et est propriétaire des terrains pour plus de 900 sites et des bâtisses pour plus de 1 700 sites. Statoil Fuel & Retail offre aussi d'autres produits tels que de l'énergie stationnaire, du carburant pour le secteur maritime, du carburant pour l'aviation, des lubrifiants et des produits chimiques. En Europe, Statoil Fuel & Retail détient et exploite 12 terminaux clés de carburant et 38 dépôts de carburant dans huit pays tandis qu'elle y exploite aussi environ 400 camions citernes.

Cette transaction a été financée à l'aide de la nouvelle facilité d'acquisition (note 4).

Subséquentement à la fin de l'exercice 2012, la société a également conclu des contrats de change additionnels l'engageant à livrer, à des dates diverses, 1,25 milliard \$ US en échange de 7,32 milliards NOK, soit un taux moyen pondéré de 5,8530 NOK pour un dollar US.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

Au total, la société a donc conclu des contrats de change l'engageant à livrer 3,47 milliards \$ US en échange de 20,14 milliards NOK équivalent à un taux moyen pondéré de 5,8114 NOK pour un dollar US.

Subséquemment, la société a modifié les dates d'échéance initiales de certains contrats de change afin de les faire coïncider avec les dates réelles de décaissement pour le paiement des actions de Statoil Fuel & Retail. Ainsi, entre le 15 juin et le 25 juin 2012, la société a réglé une partie importante des contrats de change pour une valeur de 2 570,1 million \$ afin de procéder au paiement des actions de Statoil Fuel & Retail tandis que le restant des NOK à sa disposition ainsi que les NOK qui seront reçus suite au règlement des contrats de change qui n'ont pas encore été réglés serviront à l'achat des actions restantes et au refinancement d'une partie importante de la dette à long terme existante de Statoil Fuel & Retail, libellée en NOK.

En mai 2012, subséquemment à la fin de l'exercice 2012, la société a acquis auprès de Signature Austin Stores, 20 magasins corporatifs opérant dans l'état du Texas, aux États-Unis. La société loue l'immobilier pour tous les sites.

12. PREMIÈRE ADOPTION DES IFRS

Les états financiers de l'exercice terminé le 29 avril 2012 seront les premiers états financiers consolidés de la société préparés conformément aux IFRS. Les présents états financiers intermédiaires ont été préparés conformément aux normes applicables pour les états financiers intermédiaires, telles que publiées par l'IASB. La date de transition de la société aux IFRS est le 26 avril 2010.

Les conventions comptables IFRS de la société présentées à la note 2 ont été utilisées pour la préparation des états financiers intermédiaires pour les périodes de 13 et 53 semaines terminées le 29 avril 2012, pour l'information comparative et pour le premier bilan consolidé à la date de la transition sauf pour certaines exceptions obligatoires et exemptions choisies tel qu'indiqué ci-dessous.

La société a mis en application IAS 34 « *Information financière intermédiaire* » et IFRS 1 « *Première adoption des Normes internationales d'information financière* », pour préparer ses états financiers intermédiaires IFRS. L'incidence de la transition aux IFRS les états du résultat et du résultat global consolidés, les bilans consolidés, les capitaux propres consolidés et les flux de trésorerie consolidés présentés est décrite dans la présente note et est expliquée plus en détail dans les notes explicatives relatives aux tableaux.

Exemptions relatives à la première adoption

Lors de la transition, IFRS 1 impose certaines exceptions obligatoires et autorise certaines exemptions à l'application rétrospective complète. La société a appliqué les exceptions obligatoires et les exemptions facultatives suivantes :

Exceptions obligatoires appliquées par la société :

- Les actifs et les passifs financiers qui ont été décomptabilisés avant le 26 avril 2010 selon les PCGR du Canada n'ont pas été comptabilisés selon les IFRS.
- La société a appliqué la comptabilité de couverture dans le premier bilan consolidé seulement lorsque toutes les conditions requises selon l'IAS 39 ont été satisfaites à la date de transition.
- Les estimations établies auparavant aux termes des PCGR du Canada n'ont pas été révisées en raison de l'application des IFRS, sauf si cela était nécessaire pour tenir compte des différences dans les conventions comptables.

Autres exemptions facultatives adoptées par la société :

- La société a choisi de ne pas appliquer rétrospectivement IFRS 3 « *Regroupements d'entreprises* », aux regroupements d'entreprises qui se sont produits avant la date de transition (26 avril 2010), incluant les regroupements d'entreprise effectués par la coentreprise. Voir la note g) pour obtenir une explication de l'incidence de cette exemption.
- Pour tous ses régimes d'avantages sociaux, la société a choisi de comptabiliser tous les gains et pertes actuariels cumulés existant à la date de transition aux bénéficiaires non répartis. Voir la note d) pour obtenir une explication de l'incidence de cette exemption. De plus, la société a choisi d'adopter l'exemption consistant à ne pas divulguer l'excédent ou le déficit des régimes à prestations définies et les gains et pertes liés à l'expérience avant la date de transition.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

- La société a choisi de ne pas comptabiliser rétrospectivement l'effet sur les actifs des variations des passifs existants relatifs à ses obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, et des passifs similaires, lesquelles variations peuvent s'être produites avant la date de transition.
- La société a choisi d'utiliser les faits et circonstances qui existaient en date du 26 avril 2010 pour déterminer si un accord signé avant le 26 avril 2004 contient un contrat de location. Les accords signés après cette date ont été évalués selon les PCGR du Canada et n'ont pas été analysés de façon détaillée puisque ces analyses auraient donné lieu à des conclusions semblables selon IAS 17 et IFRIC 4.
- La société a choisi d'utiliser l'exemption prévue par IFRS 1 et a appliqué IFRS 2 à tous les instruments de capitaux propres attribués après le 29 avril 2002.
- La société a choisi de mettre à zéro le montant cumulé des variations de redressement de conversion de devises dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis à la date de transition.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

Rapprochement du bilan consolidé et des capitaux propres au 26 avril 2010

Notes explicatives	Bilan selon les PCGR du Canada	Éléments de rapprochement avec les IFRS							Bilan selon les IFRS	
		Transactions de cession-bail a)	Actualisation des provisions b)	Contrats déficitaires c)	Avantages sociaux futurs d)	Options d'achat d'action e)	Coentreprise f)	Différences de présentation h)		Renversement des écarts de change i)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actif										
Actif à court terme										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	220,9						(5,2)			215,7
Débiteurs	286,2						(5,4)			280,8
Stocks	474,1						(4,2)			469,9
Frais payés d'avance	20,2						(0,2)			20,0
Impôts sur les bénéfices à recevoir	4,7							13,0		17,7
Impôts différés	24,9							(24,9)		-
	1 031,0	-	-	-	-	-	(15,0)	(11,9)	-	1 004,1
Immobilisations corporelles	1 980,5						(65,6)			1 914,9
Goodwill	426,5						(1,2)			425,3
Immobilisations incorporelles	188,2									188,2
Autres actifs	65,2		(1,1)		(8,3)					55,8
Participation dans une coentreprise	-						42,1			42,1
Impôts différés	5,3			0,2	3,0			0,1		8,6
	3 696,7	-	(1,1)	0,2	(5,3)	-	(39,7)	(11,8)	-	3 639,0
Passif										
Passif à court terme										
Créditeurs et charges à payer	872,9	(0,1)					(14,2)	(36,9)		821,7
Provisions	-							31,4		31,4
Portion à court terme de la dette à long terme	4,4									4,4
Impôts différés	5,6		0,2		(3,0)			(2,8)		-
	882,9	(0,1)	0,2	-	(3,0)	-	(14,2)	(8,3)	-	857,5
Dette à long terme	736,8						(24,9)			711,9
Provisions	-		(3,4)	0,8				90,3		87,7
Crédits reportés et autres éléments de passif	285,8	(98,6)			13,2		(0,6)	(71,8)		128,0
Impôts différés	176,9	38,4	0,6					(22,0)		193,9
	2 082,4	(60,3)	(2,6)	0,8	10,2	-	(39,7)	(11,8)	-	1 979,0
Capitaux propres										
Capital-actions	319,5									319,5
Surplus d'apport	18,8									20,4
Bénéfices non répartis	1 167,0	60,3	1,5	(0,6)	(15,5)	1,6	(1,6)		108,6	1 319,7
Cumul des autres éléments du résultat global	109,0								(108,6)	0,4
	1 614,3	60,3	1,5	(0,6)	(15,5)	-	-	-	-	1 660,0
	3 696,7	-	(1,1)	0,2	(5,3)	-	(39,7)	(11,8)	-	3 639,0

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non audités)

Rapprochement du bilan consolidé et des capitaux propres au 24 avril 2011

Notes explicatives	Éléments de rapprochement avec les IFRS									Bilan selon les IFRS
	Bilan selon les PCGR du Canada	Transactions de cession-bail a)	Actualisation des provisions b)	Avantages sociaux futurs d)	Option d'achat d'action e)	Coentreprise f)	Frais d'acquisition regroupement d'entreprises g)	Différences de présentation h)	Renversement des écarts de change i)	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actif										
Actif à court terme										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	320,4					(10,7)				309,7
Débiteurs	356,1					(6,9)	(0,1)			349,1
Stocks	530,7					(4,7)				526,0
Frais payés d'avance	21,3					(0,3)				21,0
Impôts sur les bénéfices à recevoir	26,6							9,8		36,4
Impôts différés	33,9		(0,2)	2,8				(36,5)		-
	1 289,0	-	(0,2)	2,8	-	(22,6)	(0,1)	(26,7)	-	1 242,2
Immobilisations corporelles	2 002,8					(67,2)	(0,2)			1 935,4
Goodwill	442,5					(1,1)	(0,5)			440,9
Immobilisations incorporelles	188,6									188,6
Autres actifs	66,9		(0,8)	(7,9)		(0,2)				58,0
Participation dans une coentreprise	-					48,2				48,2
Impôts différés	9,8			3,1						12,9
	3 999,6	-	(1,0)	(2,0)	-	(42,9)	(0,8)	(26,7)	-	3 926,2
Passif										
Passif à court terme										
Créditeurs et charges à payer	994,5	(0,2)				(17,5)		(40,3)		936,5
Provisions	-							36,3		36,3
Portion à court terme de la dette à long terme	4,6									4,6
Impôts différés	21,2							(21,2)		-
	1 020,3	(0,2)	-	-	-	(17,5)	-	(25,2)	-	977,4
Dette à long terme	521,8					(24,9)				496,9
Provisions	-		(3,3)					92,0		88,7
Crédits reportés et autres éléments de passif	299,0	(95,6)		14,8		(0,5)		(78,2)		139,5
Impôts différés	222,4	37,2	0,7	(0,4)			(0,3)	(15,3)		244,3
	2 063,5	(58,6)	(2,6)	14,4	-	(42,9)	(0,3)	(26,7)	-	1 946,8
Capitaux propres										
Capital-actions	323,8									323,8
Surplus d'apport	18,1				1,2					19,3
Bénéfices non répartis	1 444,5	58,5	1,6	(15,2)	(1,2)		(0,5)		108,6	1 596,3
Cumul des autres éléments du résultat global	149,7	0,1		(1,2)					(108,6)	40,0
	1 936,1	58,6	1,6	(16,4)	-	-	(0,5)	-	-	1 979,4
	3 999,6	-	(1,0)	(2,0)	-	(42,9)	(0,8)	(26,7)	-	3 926,2

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non audités)

Rapprochement de l'état du résultat consolidé et du résultat global consolidé pour la période de 12 semaines terminée le 24 avril 2011

Notes explicatives	Éléments de rapprochement avec les IFRS								
	État des résultats selon les PCGR du Canada	Transactions de cession-bail a)	Actualisation des provisions b)	Contrats déficitaires c)	Avantages sociaux futurs d)	Coentreprise f)	Frais d'acquisition regroupement d'entreprises g)	Différences de présentation h)	État des résultats selon les IFRS
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	4 841,1					(104,1)			4 737,0
Coût des ventes	4 220,3					(96,7)			4 123,6
Marge brute	620,8	-	-	-	-	(7,4)	-	-	613,4
Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux	484,5	1,5	(0,7)	(0,5)	(0,6)	(3,7)	0,2	(1,0)	479,7
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	51,5					(0,6)			50,9
Bénéfice d'exploitation	84,8	(1,5)	0,7	0,5	0,6	(3,1)	(0,2)	1,0	82,8
Quote-part des résultats d'une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	-					2,6			2,6
Frais de financement	2,1		0,1			(0,5)		1,0	2,7
Revenus financiers	(0,1)								(0,1)
Frais de financement nets	2,0	-	0,1	-	-	(0,5)	-	1,0	2,6
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	82,8	(1,5)	0,6	0,5	0,6	-	(0,2)	-	82,8
Impôts sur les bénéfices	18,8	(0,7)	0,2	0,1	0,1		(0,2)		18,3
Bénéfice net	64,0	(0,8)	0,4	0,4	0,5	-	-	-	64,5
Variations des redressements cumulés de conversion de devises	39,2	0,1							39,3
Variation de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie	(0,3)								(0,3)
Reclassement aux résultats du gain réalisé sur un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie	(0,2)								(0,2)
Pertes actuarielles	-				(1,2)				(1,2)
Résultat global	102,7	(0,7)	0,4	0,4	(0,7)	-	-	-	102,1

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non audités)

Rapprochement de l'état du résultat consolidé et du résultat global pour la période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011

Notes explicatives	Éléments de rapprochement avec les IFRS									
	État des résultats selon les PCGR du Canada	Transactions de cession-bail a)	Actualisation des provisions b)	Contrats déficitaires c)	Avantages sociaux futurs d)	Option d'achat d'action e)	Coentreprise f)	Frais d'acquisition regroupement d'entreprises g)	Différences de présentation h)	État des résultats selon les IFRS
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Chiffre d'affaires	18 965,9						(415,5)			18 550,4
Coût des ventes	16 180,7						(376,0)			15 804,7
Marge brute	2 785,2	-	-	-	-	-	(39,5)	-	-	2 745,7
Frais d'exploitation, de vente, administratifs et généraux	2 050,4	3,0	(0,9)	(0,8)	(0,6)	(0,4)	(18,1)	0,8	(4,5)	2 028,9
Amortissement des immobilisations et des autres actifs	216,3						(2,6)			213,7
Bénéfice d'exploitation	518,5	(3,0)	0,9	0,8	0,6	0,4	(18,8)	(0,8)	4,5	503,1
Quote-part des résultats d'une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	-						16,9			16,9
Frais de financement	28,1		0,7				(1,9)		4,5	31,4
Revenus financiers	(1,8)									(1,8)
Frais de financement nets	26,3	-	0,7	-	-	-	(1,9)	-	4,5	29,6
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	492,2	(3,0)	0,2	0,8	0,6	0,4	-	(0,8)	-	490,4
Impôts sur les bénéfices	122,1	(1,2)	0,1	0,2	0,3			(0,3)		121,2
Bénéfice net	370,1	(1,8)	0,1	0,6	0,3	0,4	-	(0,5)	-	369,2
Variations des redressements cumulés de conversion de devises	40,0	0,1								40,1
Variation de la juste valeur d'un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie	2,0									2,0
Reclassement aux résultats du gain réalisé sur un instrument financier désigné comme élément de couverture de flux de trésorerie	(1,3)									(1,3)
Pertes actuarielles	-				(1,2)					(1,2)
Résultat global	410,8	(1,7)	0,1	0,6	(0,9)	0,4	-	(0,5)	-	408,8

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

Notes relatives aux rapprochements

a) Comptabilisation des gains reportés sur transactions de cession-bail

Sous les PCGR du Canada : Le chapitre 3065 du Manuel de l'ICCA « *Contrats de location* » exigeait que tout gain ou perte découlant d'une transaction de cession-bail soit reporté et amorti sur la durée du bail. La perte devait être comptabilisée aux résultats immédiatement lorsque la juste valeur du bien subséquemment loué était inférieure à sa valeur comptable au moment de la transaction.

Sous les IFRS : IAS 17 « *Contrats de location* » exige la comptabilisation aux résultats immédiate de tout gain ou perte découlant de transactions de cession-bail sauf si :

- le prix de vente est inférieur à la juste valeur et la perte est compensée par des paiements futurs inférieurs au prix du marché, auquel cas la perte est reportée et amortie proportionnellement aux paiements au titre de la location sur la période pendant laquelle il est prévu d'utiliser l'actif;
- le prix de vente est supérieur à la juste valeur, auquel cas l'excédent est reporté et amorti sur la durée d'utilisation attendue de l'actif.

En vertu de cette différence, la société a analysé tous les gains reportés existants en date de transition. Lorsque les transactions avaient été conclues à la juste valeur, les gains reportés au bilan en date de transition ont été renversés et comptabilisés aux bénéfices non répartis. L'amortissement des gains reportés comptabilisé au cours de l'exercice 2011 a été renversé et tous les gains qui avaient été reportés suite à des transactions de cession-bail réalisées au cours de la même période ont été reclassés et enregistrés directement aux résultats.

b) Actualisation des provisions

Sous les PCGR du Canada : La seule provision qui devait être actualisée est la provision pour mise hors service d'immobilisation et le taux ne devait pas être ajusté rétroactivement.

Sous les IFRS : IAS 37 « *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* » stipule que lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de toutes provisions doit être la valeur actualisée des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour régler l'obligation.

En vertu de cette différence, la société a passé en revue toutes les provisions comptabilisées au bilan en date de transition et a actualisé celles dont la valeur temps avait un impact significatif. Ceci a eu pour impact de réduire le solde des provisions comptabilisées au bilan en date de transition. Pour l'exercice 2011, les nouvelles charges comptabilisées aux résultats relativement à ces provisions ont été réduites afin de refléter leur actualisation et une charge de désactualisation a été enregistrée aux résultats.

c) Contrats déficitaires

Sous les PCGR du Canada : Aucune provision n'était comptabilisée pour les contrats déficitaires.

Sous les IFRS : Selon IAS 37 « *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* », si une entité détient un contrat déficitaire, l'obligation actuelle résultant de ce contrat doit être comptabilisée et évaluée comme une provision. Un contrat déficitaire est un contrat pour lequel les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques à recevoir attendus du contrat. Les coûts inévitables d'un contrat reflètent le coût net de sortie du contrat, c'est-à-dire le plus faible du coût d'exécution du contrat ou de toute indemnisation ou pénalité découlant du défaut d'exécution.

En vertu de cette différence, la société a passé en revue les contrats existants en date de transition afin d'identifier les contrats déficitaires. Il en a résulté la comptabilisation d'une provision pour contrat déficitaire en date du 26 avril 2010. Cette provision a été comptabilisée aux résultats, renversée au fur et à mesure de l'avancement des contrats et entièrement renversée au 24 avril 2011. Ceci a entraîné une diminution des frais d'exploitation, de vente et d'administration pour l'exercice 2011 suite à l'amortissement de la provision.

d) Avantages sociaux futurs

i) Gains et pertes actuariels

Sous les PCGR du Canada : En vertu du chapitre 3461 « *Avantages sociaux futurs* », pour un régime à prestations déterminées, une entité devait utiliser la méthode du « corridor » et constater dans la période un montant au titre de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

l'amortissement du gain ou de la perte actuariel si, au début de la période, le gain ou la perte actuariel net non amorti excédait 10 % du plus élevé des deux montants suivants :

- a) le solde de l'obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice; et
- b) la juste valeur, ou la valeur liée au marché, des actifs du régime au début de l'exercice.

Sous les IFRS : Selon IAS 19 « *Avantages du personnel* », une entité peut choisir d'utiliser la méthode du corridor impliquant la non-comptabilisation d'une partie des écarts actuariels ou choisir de comptabiliser les écarts actuariels directement dans les capitaux propres.

La société a décidé de modifier sa méthode de comptabilisation et a décidé de constater les écarts actuariels directement aux capitaux propres, dans les autres éléments du résultat global. De plus, en vertu d'IFRS 1, un nouvel adoptant peut choisir de comptabiliser tous les écarts actuariels cumulés à la date de transition aux IFRS. La société s'est donc prévalu de ce choix et a renversé aux bénéfices non répartis les pertes actuarielles non amorties au 26 avril 2010. Les pertes actuarielles de l'exercice 2011 ont été comptabilisées directement aux autres éléments du résultat global et le montant d'amortissement qui avait été enregistré aux résultats en 2011 sous les PCGR du Canada a été renversé.

ii) Services passés

Sous les PCGR du Canada : En vertu du chapitre 3461 « *Avantages sociaux futurs* », une entité devait amortir le coût des services passés découlant de la mise en place ou d'une modification du régime en affectant un montant égal à chacune des années de service restantes comprises dans la période prévue jusqu'à la date de l'admissibilité intégrale de chaque salarié qui était actif au moment de la mise en place ou de la modification du régime, mais n'était pas pleinement admissible aux avantages à cette date.

Sous les IFRS : Selon IAS 19 « *Avantages du personnel* », une entité doit comptabiliser en charges le coût des services passés, selon un mode linéaire, sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

En vertu de cette différence, la société a renversé aux bénéfices non répartis les services passés non amortis qui étaient entièrement acquis au 26 avril 2010. Le montant d'amortissement des services passés pour l'exercice 2011 a été calculé en tenant compte des soldes ajustés selon les IFRS et le montant d'amortissement qui avait été enregistré aux résultats en 2011 sous les PCGR du Canada a été ajusté.

e) Rémunération à base d'actions

Sous les PCGR du Canada : Le chapitre 3870 « *Rémunérations et autres paiements à base d'actions* », prévoyait qu'il était possible d'utiliser la méthode linéaire pour la comptabilisation de la charge de rémunération lorsqu'une méthode différente de la méthode des acquisitions graduelles des droits était utilisée pour déterminer la durée utilisée dans le calcul de la juste valeur des options lorsqu'il y avait acquisition graduelle des droits. Comme la société ne prévoyait pas de différence significative entre les durées prévues de chaque groupe d'options, la méthode linéaire était auparavant utilisée.

Sous les IFRS : IFRS 2 « *Paiement fondé sur des actions* », ne prévoit pas de telle exception. Ainsi, lorsque les options sont acquises de façon graduelle, une entité doit considérer chaque tranche d'acquisition des droits comme une acquisition distincte et amortir la charge de façon distincte pour chaque tranche d'option.

En vertu de cette différence, la société a dû modifier son modèle d'amortissement de la charge relative à l'attribution de ses options d'achat d'action afin de tenir compte des différentes dates d'attribution des droits et cesser d'utiliser la méthode de l'amortissement linéaire. Au 26 avril 2010, le total de la charge supplémentaire qui aurait dû être comptabilisée cumulativement depuis le début du régime a été passé en réduction des bénéfices non répartis avec un ajustement équivalent au surplus d'apport. La charge comptabilisée en résultats au cours de l'exercice 2011 sous les PCGR du Canada a été ajusté afin de refléter la différence entre les deux méthodes d'amortissement.

f) Coentreprise

Sous les PCGR du Canada : Le chapitre 3055 « *Participations dans des coentreprises* » exigeait la méthode de la consolidation proportionnelle. Il ne permettait pas de comptabiliser les participations dans des coentreprises à la valeur de consolidation (méthode de la mise en équivalence).

Sous les IFRS : IAS 31 « *Participations dans des coentreprises* » offre le choix d'appliquer soit la méthode de la mise en équivalence, soit la méthode de la consolidation proportionnelle aux participations dans des entités contrôlées conjointement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

En vertu de cette différence la société a opté pour l'utilisation de la méthode de la mise en équivalence lors de la transition aux IFRS pour la comptabilisation de sa participation dans RDK. Puisque la société utilisait la consolidation proportionnelle pour comptabiliser sa participation dans RDK sous les PCGR du Canada, 50,01% de la valeur de tous les postes de la coentreprise étaient inclus dans les postes du bilan consolidé et de l'état des résultats consolidés et ont donc été retranchés lors du rapprochement avec les IFRS. La valeur de la participation dans la coentreprise a été enregistrée au bilan sous le poste *Participation dans une coentreprise* et la quote-part de la société des résultats de la coentreprise relatif à la l'exercice 2011 a été enregistrée au poste *Quote-part des résultats d'une coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence*.

g) Regroupement d'entreprise

Sous les PCGR du Canada : Selon l'ancien chapitre 1581 « *Regroupement d'entreprise* » (chapitre en place avant la transition aux IFRS), les frais d'acquisition directs faisaient partie du coût d'acquisition.

Sous les IFRS : Selon IFRS 3 « *Regroupement d'entreprise* », les frais d'acquisition directs sont portés aux résultats lorsqu'ils sont encourus.

Puisque la société a choisi de se prévaloir de l'exemption de l'IFRS 1 permettant de ne pas retraiter les regroupements d'entreprise antérieurs à la date de transition, aucun redressement n'a eu lieu en date du 26 avril 2010. Les regroupements effectués au cours de l'exercice 2011 ont été redressés pour refléter cette différence. Par conséquent, les frais d'acquisition inclus dans la répartition du coût d'acquisition au cours de l'exercice 2011 ont été passés en charge dans l'état financier redressé selon les IFRS.

h) Différences relatives à la présentation

Certains montants ont été reclassés afin de refléter les différences suivantes de classification :

i) Impôts différés :

Sous les PCGR du Canada : Selon le chapitre 3465 « *Impôts sur les bénéfices* », les portions à court terme et à long terme des passifs d'impôts différés et des actifs d'impôts différés devaient être présentées séparément.

Sous les IFRS : Selon IAS 12 « *Impôts sur le résultat* », tous les actifs et passifs d'impôts différés doivent être présentés dans l'actif et le passif long terme.

En vertu d'IAS 12, tous les impôts différés ont été classés à long terme au bilan de la société.

ii) Définition de court terme :

Sous les PCGR du Canada : Selon le chapitre 1510 « *Actif et passif à court terme* », l'actif et le passif à court terme devaient comprendre les éléments normalement réalisables ou payables dans l'année qui suivait la date du bilan ou au cours du cycle normal d'exploitation s'il excédait un an.

Sous les IFRS : Selon IAS 1 « *Présentation des états financiers* », l'entité doit présenter le montant qu'elle s'attend à recouvrer ou à régler au plus tard dans les douze mois pour chaque poste d'actif et de passif regroupant des montants qu'elle s'attend à recouvrer ou à régler :

- a) au plus tard dans les douze mois suivant la date de clôture, et
- b) plus de douze mois après la date de clôture.

La définition sous les IFRS étant plus directive, certains montants qui étaient auparavant présentés à court terme ont été reclassés à long terme au bilan consolidé de la société.

iii) Présentation des provisions :

Sous les PCGR du Canada : Il n'existait aucune indication spécifique concernant la présentation des provisions.

Sous les IFRS : IAS 1 « *Présentation des états financiers* » fait mention au paragraphe 54 I) qu'au minimum, le bilan doit comporter certains postes, incluant les provisions.

En vertu de cette différence, au bilan consolidé, la portion court terme des provisions a été retirée du poste *Créditeurs et charges à payer* et la portion à long terme du poste *Crédits reportés et autres éléments de passif* afin d'être présentés séparément sous le poste *Provisions*.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(en millions de dollars américains, à l'exception des montants par action et des options d'achat d'actions, non auditées)

iv) Charge de désactualisation :

Sous les PCGR du Canada : Dans le chapitre 3110 « *Obligation liée à la mise hors service des immobilisations* » il était fait mention que la charge liée à l'écoulement du temps devait être classée comme une charge d'exploitation à l'état des résultats, non comme une charge d'intérêts.

Sous les IFRS : Selon IFRIC 1 « *Variation des passifs existants relatifs au démantèlement, à la remise en état et des autres passifs similaires* », la désactualisation périodique doit être comptabilisée en résultats en tant que coût financier au fur et à mesure. De plus, selon IAS 37 « *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* », lorsque les provisions sont actualisées, la valeur comptable d'une provision augmente à chaque période pour refléter l'écoulement du temps. Cette augmentation est comptabilisée en coût financier.

En vertu de cette différence, la charge de désactualisation a été reclassée sous le poste Frais financiers à l'état des résultats consolidés de la société pour l'exercice 2011.

i) Renversement des écarts de change cumulés

L'application rétrospective des IFRS imposerait à la société d'établir le montant cumulé des différences de conversion conformément à IAS 21 « *Effets des variations des cours des monnaies étrangères* » à compter de la date de la formation ou de l'acquisition d'une filiale ou d'une entreprise détenue comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. IFRS 1 permet de mettre à zéro le montant cumulé des différences de conversion à la date de transition. La société a choisi de mettre à zéro le montant cumulé des différences de conversion dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis à la date de transition.

État des flux de trésorerie

Le seul ajustement ayant eu un effet significatif sur l'état des flux de trésorerie est le changement de méthode de comptabilisation de la coentreprise, passant de la consolidation proportionnelle selon les normes canadiennes à la méthode de la mise en équivalence en IFRS. Les montants totaux des flux de trésorerie pour chacune des catégories qui étaient auparavant consolidées à l'état des flux de trésorerie relativement à la coentreprise et qui sont maintenant exclus pour la présentation sous les IFRS pour les périodes de 12 et 52 semaines terminées le 24 avril 2011 sont les suivants :

	Période de 12 semaines terminée le 24 avril 2011	Période de 52 semaines terminée le 24 avril 2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	\$ 9,8	\$ 5,2
Activités d'exploitation	2,0	9,9
Activités d'investissement	(1,1)	(4,4)
Activités de financement	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	10,7	10,7